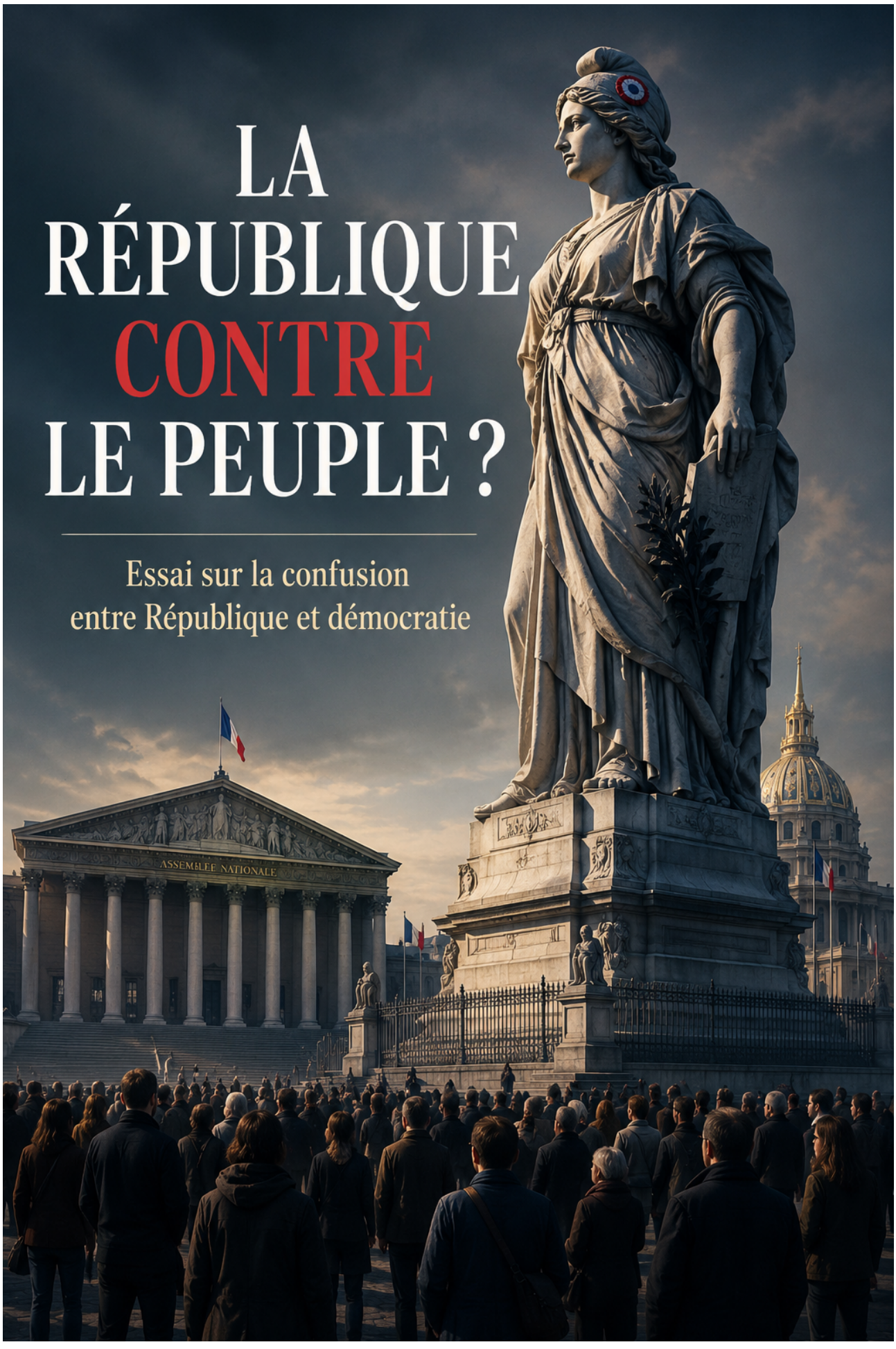
LA
RÉPUBLIQUE
CONTRE
LE PEUPLE ?
Essai sur la confusion
entre République et démocratie
ASSEMBLÉE NATIONALE

La République contre le peuple ?

Essai sur la confusion entre République et démocratie

Présentation de l'ouvrage

La République contre la démocratie ?

Institutions, représentation et souveraineté populaire

La démocratie est devenue le mot le plus invoqué de notre époque.

Les gouvernements gouvernent en son nom.

Les institutions prétendent la protéger.

Les médias la célèbrent.

Les oppositions la revendiquent.

Rarement un concept politique n'aura bénéficié d'un tel consensus apparent.

Pourtant, derrière cette unanimité de façade se cache une question plus troublante :

vivons-nous réellement dans des démocraties, ou dans des régimes représentatifs qui se réclament de la démocratie sans toujours lui être fidèles ?

Cet ouvrage propose une exploration critique de cette interrogation.

Son point de départ est une distinction souvent oubliée : la République et la démocratie ne sont pas la même chose.

La République désigne un ensemble d'institutions chargées d'organiser le pouvoir, de maintenir l'ordre public, de faire appliquer la loi et d'assurer la continuité de l'État.

La démocratie désigne quant à elle un principe politique fondé sur la souveraineté populaire, c'est-à-dire sur la capacité du peuple à participer effectivement aux décisions qui engagent son destin collectif.

Or, au fil de l'histoire moderne, une confusion s'est progressivement installée entre ces deux notions.

Les institutions républicaines ont fini par apparaître comme l'incarnation naturelle de la démocratie, alors même qu'elles entretiennent avec la souveraineté populaire un rapport souvent ambigu.

À travers une analyse accessible au grand public, ce livre examine la manière dont les démocraties représentatives se sont construites, comment elles ont progressivement éloigné les citoyens des centres de décision et pourquoi le sentiment contemporain de dépossession politique ne relève pas uniquement d'une crise de confiance passagère.

Il explore notamment :

- la naissance historique du gouvernement représentatif ;
- la différence entre représentation et participation ;
- la professionnalisation de la politique ;
- le développement de la bureaucratie moderne ;
- le rôle des experts dans la décision publique ;
- la fonction des médias dans la fabrication du consentement ;
- l'impact des réseaux sociaux sur l'engagement citoyen ;
- l'éloignement croissant des lieux réels de pouvoir ;

- les tensions entre mondialisation, technocratie et souveraineté populaire ;
- la transformation progressive du citoyen en consommateur politique.

Sans céder ni au complotisme ni à la nostalgie, l'ouvrage défend une idée simple :

la démocratie ne peut être réduite à l'existence d'élections régulières.

Elle suppose également que les citoyens puissent comprendre les mécanismes du pouvoir, identifier ceux qui décident réellement et conserver une capacité effective d'influence sur les choix collectifs.

À mesure que les institutions se complexifient, que les décisions se déplacent vers des espaces toujours plus techniques ou plus éloignés, et que la participation politique tend à être remplacée par la simple expression d'opinions, cette exigence démocratique devient plus difficile à satisfaire.

L'ambition de ce livre n'est pas de proposer une solution miracle.

Elle est de rouvrir un débat fondamental.

Car derrière toutes les controverses contemporaines se trouve une question ancienne qui traverse l'histoire politique depuis les révolutions modernes :

le peuple gouverne-t-il réellement, ou choisit-il seulement ceux qui gouverneront à sa place ?

Cet essai s'adresse à tous ceux qui souhaitent réfléchir aux fondements de la démocratie contemporaine, comprendre les transformations du pouvoir politique et interroger les évidences qui structurent notre vie publique.

Il ne demande au lecteur ni d'adhérer à une idéologie ni de partager une doctrine.

Il l'invite simplement à exercer ce qui constitue peut-être le premier devoir du citoyen :

penser librement les institutions qui prétendent gouverner en son nom.

Sommaire

Préambule

Présentation du problème fondamental :

- sentiment croissant de dépossession politique ;
- méfiance envers les institutions ;
- impression que les citoyens ne contrôlent plus réellement les décisions publiques ;
- nécessité de distinguer République et démocratie.

L'auteur annonce une enquête sur les mécanismes qui éloignent progressivement le peuple du pouvoir.

Introduction

Questions fondatrices :

- Qui gouverne réellement ?
- Où se situe aujourd'hui le pouvoir ?
- Les institutions représentent-elles encore le peuple ?
- Les démocraties modernes sont-elles réellement démocratiques ?

L'ouvrage propose une analyse historique et théorique des transformations de la souveraineté populaire.

Première partie — République et démocratie : deux logiques distinctes

Chapitre 1 — L'invention de la République

Étude de la République romaine.

Principales idées :

- naissance de la *res publica* ;
- séparation entre les gouvernants et l'État ;
- recherche de stabilité ;
- continuité institutionnelle ;
- construction d'un pouvoir impersonnel.

L'auteur montre que la République vise avant tout l'organisation durable du pouvoir.

Chapitre 2 — La démocratie : une autre logique

Retour à la démocratie athénienne.

Thèmes abordés :

- signification du mot démocratie ;
- participation directe ;
- assemblées populaires ;
- rôle du tirage au sort ;
- citoyenneté active ;
- différence entre démocratie antique et démocratie représentative moderne.

Conclusion :

La démocratie ne consiste pas d'abord à élire des représentants mais à participer directement aux décisions.

Chapitre 3 — Quand la République devient sacrée

Analyse de la sacralisation moderne de la République.

L'auteur étudie :

- l'émergence des « valeurs républicaines » ;
- la transformation d'un régime politique en référence morale ;
- l'identification de la République à l'intérêt général ;
- la difficulté croissante à critiquer les institutions sans être accusé d'attaquer la démocratie.

Deuxième partie — La grande délégation

Chapitre 4 — Pourquoi les citoyens délèguent leur pouvoir

Étude de la représentation politique.

L'auteur montre :

- pourquoi la démocratie directe devient difficile dans les sociétés de masse ;
- comment la délégation s'impose ;
- pourquoi les représentants acquièrent une autonomie croissante.

Chapitre 5 — Les élus représentent-ils encore le peuple ?

Analyse critique de la représentation moderne.

Sujets :

- crise de confiance ;
- éloignement des élus ;
- professionnalisation ;
- fonctionnement des partis ;
- limites du mandat représentatif.

Chapitre 6 — La professionnalisation du pouvoir

Étude de l'apparition d'une classe politique spécialisée.

L'auteur examine :

- carrières politiques ;
- reproduction des élites ;
- technicisation des fonctions ;
- constitution d'un personnel politique distinct du reste de la population.

Troisième partie — L'empire des institutions

Chapitre 7 — L'inflation des lois

Analyse de la croissance continue des normes.

Thèmes :

- multiplication des réglementations ;
- complexification juridique ;
- difficulté croissante de compréhension pour les citoyens ;
- gouvernement par la norme.

Conclusion :

Les institutions deviennent plus efficaces mais aussi plus éloignées du peuple.

Chapitre 8 — La technocratie

Étude de la montée en puissance des experts.

Acteurs analysés :

- hauts fonctionnaires ;
- experts ;
- juristes ;
- économistes ;
- autorités administratives indépendantes ;
- organismes spécialisés.

Question centrale :

> Dans les démocraties contemporaines, qui gouverne réellement ?

L'auteur montre comment l'expertise devient progressivement une source autonome de pouvoir.

Quatrième partie — Les contradictions de la démocratie représentative

Chapitre 9 — Les mouvements sociaux et la souveraineté populaire

Analyse des contestations collectives.

L'auteur étudie :

- manifestations ;
- grèves ;
- mobilisations populaires ;
- rapport entre rue et institutions.

Les mouvements sociaux sont présentés comme des formes alternatives d'expression démocratique.

Chapitre 10 — La représentation contestée

Étude du conflit entre légitimité électorale et légitimité populaire.

Question :

Les élections suffisent-elles à épuiser la démocratie ?

Chapitre 11 — Réprimer au nom du peuple

Paradoxe fondamental :

Comment un pouvoir élu peut-il utiliser la force contre une partie du peuple ?

Analyse :

- monopole de la contrainte légitime ;
- rôle de la police ;
- maintien de l'ordre ;
- légitimité démocratique de la coercition.

Chapitre 12 — La crise de la représentation

Diagnostic :

- perte de confiance ;
- sentiment d'abandon ;
- défiance envers les institutions ;
- crise de légitimité.

L'auteur pose alors la question :

Comment réintroduire réellement le peuple dans la démocratie ?

Cinquième partie — Réinventer la souveraineté populaire

Chapitre 13 — Peut-on démocratiser la République ?

L'auteur refuse à la fois :

- l'abolition des institutions ;
- la défense inconditionnelle du système existant.

Il explore :

- référendum ;
- participation citoyenne ;
- contrôle populaire ;
- nouvelles formes institutionnelles.

Question :

Quelles institutions pour quelle démocratie ?

Chapitre 14 — La démocratie contre elle-même

Chapitre théorique majeur.

L'auteur analyse trois dynamiques inévitables :

L'apparition des élites

Toute démocratie produit :

- dirigeants ;
- porte-parole ;
- spécialistes ;
- coordinateurs.

La croissance des institutions

Toute démocratie génère :

- administrations ;
- règles ;
- procédures ;
- bureaucraties.

La professionnalisation

Les représentants deviennent progressivement des professionnels de la politique.

Conclusion :

La démocratie produit elle-même les mécanismes susceptibles de limiter son propre idéal.

Sixième partie — Les nouvelles formes de dépossession

Chapitre 15 — Les médias et la fabrication du consentement

Analyse du rôle des médias dans les démocraties contemporaines.

L'auteur étudie :

- construction de l'opinion ;
- sélection de l'information ;
- influence des médias sur les débats publics ;
- consentement démocratique.

Chapitre 16 — Les réseaux sociaux et l'illusion participative

Étude critique des plateformes numériques.

Thèmes :

- multiplication de la parole ;
- démocratie d'opinion ;
- visibilité ;
- engagement numérique ;
- participation simulée.

Idée centrale :

Parler davantage ne signifie pas nécessairement participer davantage.

Chapitre 17 — L'éloignement du pouvoir : mondialisation, technocratie et Union européenne

Analyse des transformations contemporaines de la souveraineté.

Facteurs étudiés :

- mondialisation ;
- marchés financiers ;
- institutions supranationales ;
- contraintes économiques ;
- Union européenne ;
- interdépendances globales.

Question :

Comment contrôler démocratiquement un pouvoir devenu transnational ?

Chapitre 18 — Quand le peuple cessa de gouverner lui-même

Retour historique sur la naissance de la représentation moderne.

Analyse :

- révolutions américaine et française ;
- invention du gouvernement représentatif ;
- abandon progressif de la participation directe ;
- construction de la démocratie moderne.

Conclusion générale

L'auteur résume sa thèse :

- la République organise ;

- la démocratie légitime ;
- la République construit les institutions ;
- la démocratie rappelle que ces institutions doivent rester au service du peuple.

Le véritable défi n'est pas de choisir entre République et démocratie.

Il consiste à maintenir une tension permanente entre :

- stabilité institutionnelle ;
- souveraineté populaire.

Épilogue

Dernier avertissement :

Une démocratie ne disparaît pas seulement lorsqu'on supprime les élections.

Elle peut aussi mourir :

- lorsque les citoyens cessent de croire en leur influence ;
- lorsque la représentation devient pure formalité ;
- lorsque les institutions cessent d'écouter.

L'ouvrage se conclut sur une question qui doit demeurer ouverte :

> « Qui gouverne réellement, et au nom de qui ? »

Cette interrogation permanente constitue, selon l'auteur, le cœur même de la démocratie.

Préambule

Pourquoi ce livre ?

Nous vivons dans des sociétés qui se présentent comme démocratiques.

Chaque jour, les responsables politiques invoquent la démocratie.

Les médias la célèbrent.

Les institutions affirment la défendre.

Les lois sont adoptées en son nom.

Les gouvernements prétendent en tirer leur légitimité.

Pourtant, un malaise persistant traverse les démocraties contemporaines.

Les citoyens votent, mais doutent de leur influence.

Les institutions fonctionnent, mais suscitent la méfiance.

Les élections se succèdent, mais le sentiment de dépossession progresse.

Partout réapparaît la même interrogation :

si nous vivons en démocratie, pourquoi avons-nous si souvent le sentiment de ne pas gouverner ?

Cette question est le point de départ de cet ouvrage.

Une confusion fondatrice

L'une des hypothèses développées dans les pages qui suivent est simple.

Une confusion s'est progressivement installée dans notre manière de penser le pouvoir politique.

Nous avons pris l'habitude de confondre deux réalités différentes :

la République et la démocratie.

Dans le langage courant, les deux termes sont souvent utilisés comme des synonymes.

Critiquer les institutions républicaines revient parfois à être accusé de critiquer la démocratie elle-même.

Défendre la démocratie revient souvent à défendre les institutions existantes.

Pourtant, ces deux notions ne recouvrent pas exactement la même réalité.

La République désigne principalement une organisation institutionnelle du pouvoir.

La démocratie désigne un principe de légitimité fondé sur la souveraineté populaire.

La République organise.

La démocratie légitime.

La République construit des institutions.

La démocratie rappelle que ces institutions doivent demeurer au service du peuple.

Cette distinction constitue le fil conducteur de l'ouvrage.

Une enquête plutôt qu'un réquisitoire

Ce livre n'est ni un pamphlet contre la République, ni une défense nostalgique d'un âge d'or

démocratique qui n'a probablement jamais existé.

Il ne prétend pas révéler un complot.

Il ne cherche pas non plus à désigner des coupables.

Les phénomènes étudiés ici sont largement structurels.

Ils résultent de l'évolution des sociétés modernes.

De leur taille.

De leur complexité.

De leur organisation administrative.

De la professionnalisation de la politique.

Du développement des médias.

De la montée de l'expertise.

De la mondialisation.

L'objectif est donc moins de condamner que de comprendre.

Comment les institutions évoluent-elles lorsqu'elles deviennent de plus en plus complexes ?

Comment la représentation transforme-t-elle la souveraineté populaire ?

Comment les citoyens en viennent-ils à se sentir éloignés du pouvoir dans des régimes qui prétendent pourtant gouverner en leur nom ?

Une interrogation démocratique

Le lecteur ne trouvera pas ici une critique de la démocratie.

Bien au contraire.

L'ensemble de la réflexion repose sur une exigence démocratique.

Prendre la démocratie au sérieux signifie accepter de soumettre ses institutions à l'examen critique.

Une démocratie qui ne peut plus être interrogée cesse progressivement d'être démocratique.

Elle devient une croyance.

Un rituel.

Une évidence.

Or aucune institution humaine ne devrait être soustraite à la discussion.

Pas même celles qui prétendent représenter le peuple.

Surtout celles-là.

Le paradoxe moderne

L'histoire politique moderne est traversée par un paradoxe fascinant.

Jamais les citoyens n'ont disposé d'autant de droits politiques.

Jamais le suffrage n'a été aussi largement étendu.

Jamais les moyens d'information n'ont été aussi développés.

Et pourtant, jamais peut-être le sentiment de distance entre gouvernants et gouvernés n'a été aussi souvent évoqué.

Cette contradiction mérite d'être explorée.

Car elle révèle peut-être quelque chose d'essentiel sur la nature même des démocraties représentatives.

Peut-être que le problème ne réside pas uniquement dans les hommes qui gouvernent.

Peut-être réside-t-il aussi dans les mécanismes à travers lesquels nous avons choisi de nous gouverner.

Une réflexion ouverte

Ce livre ne prétend pas apporter des réponses définitives.

Les questions qu'il aborde sont anciennes.

Elles accompagnent l'histoire de la démocratie depuis ses origines.

Elles continueront probablement à l'accompagner longtemps encore.

L'ambition de ces pages est plus modeste.

Il s'agit d'ouvrir un espace de réflexion.

D'examiner certaines évidences.

D'interroger certains mots que nous utilisons quotidiennement sans toujours mesurer leur portée.

Que signifie réellement la souveraineté populaire ?

Qu'est-ce qu'un représentant ?

Qu'est-ce qu'une institution démocratique ?

Jusqu'où peut-on déléguer son pouvoir sans s'en dessaisir ?

Et surtout :

la démocratie consiste-t-elle à choisir ceux qui gouvernent, ou à conserver collectivement la capacité de gouverner ?

Au lecteur

Le lecteur trouvera parfois dans cet ouvrage des analyses critiques.

Il y rencontrera également des paradoxes, des tensions et des contradictions.

Qu'il ne s'en étonne pas.

La démocratie est elle-même faite de contradictions.

Elle repose sur l'autorité du peuple mais nécessite des institutions.

Elle valorise l'égalité mais produit des élites.

Elle affirme la souveraineté populaire tout en organisant la délégation du pouvoir.

Ces tensions ne sont pas des accidents.

Elles constituent la matière même de la vie démocratique.

Comprendre ces tensions ne signifie pas renoncer à la démocratie.

Cela signifie au contraire tenter de la penser avec davantage de lucidité.

Car la démocratie ne se réduit peut-être pas à un régime politique.

Elle est aussi une question que les sociétés libres doivent continuellement se poser à elles-mêmes :

qui gouverne réellement, et au nom de qui ?

C'est à partir de cette interrogation que commence notre réflexion.

Préface

Il existe des mots que l'on entend si souvent que l'on finit par ne plus les questionner. République, démocratie, citoyenneté, représentation, souveraineté : ces termes occupent quotidiennement les discours politiques, les éditoriaux, les débats télévisés et les programmes scolaires. Ils semblent aller de soi. Pourtant, à mesure qu'ils sont répétés, leur signification devient parfois plus floue qu'évidente.

Parmi eux, deux notions paraissent aujourd'hui presque indissociables : la République et la démocratie. Les responsables politiques invoquent régulièrement la République pour défendre les institutions, justifier certaines décisions ou condamner leurs opposants. Les médias parlent des « valeurs de la République » comme s'il s'agissait de l'expression naturelle de la démocratie elle-même. Dans l'esprit de nombreux citoyens, critiquer les institutions républicaines revient parfois à critiquer la démocratie.

Mais cette équivalence mérite d'être examinée.

La République et la démocratie sont-elles réellement une seule et même chose ? L'une est-elle nécessairement le prolongement de l'autre ? Peut-on imaginer une République peu démocratique, ou une démocratie qui dépasserait le cadre républicain traditionnel ?

Ces questions ne sont pas nouvelles. Depuis l'Antiquité, philosophes, juristes et citoyens débattent de la manière dont les sociétés doivent s'organiser pour gouverner collectivement leurs affaires. Pourtant, elles prennent aujourd'hui une résonance particulière. Dans de nombreux pays occidentaux, la défiance envers les institutions atteint des niveaux élevés. Les taux d'abstention progressent, les mouvements de contestation se multiplient, et une partie croissante de la population exprime le sentiment de ne plus être représentée.

Ce malaise n'est pas nécessairement le signe d'un rejet de la démocratie. Il pourrait au contraire révéler une interrogation plus profonde : les citoyens participent-ils réellement au pouvoir ou se contentent-ils d'approuver périodiquement ceux qui l'exercent à leur place ?

Le présent essai ne prétend pas apporter une réponse définitive à cette question. Son ambition est plus modeste : examiner les mécanismes qui ont conduit à identifier la République à la démocratie, analyser les conséquences de cette confusion et réfléchir aux limites de la représentation politique moderne.

Il ne s'agit ni d'un réquisitoire contre les institutions existantes ni d'un plaidoyer pour une idéologie particulière. Il s'agit avant tout d'une invitation à penser. Car une démocratie vivante commence toujours par une capacité collective à interroger les évidences.

Introduction

Une confusion devenue évidente

Lorsque survient une crise politique ou sociale, les responsables publics invoquent fréquemment la défense de la République. Face à une manifestation, une émeute, une contestation ou une remise en cause institutionnelle, les discours officiels rappellent souvent la nécessité de protéger les institutions républicaines. Cette rhétorique est devenue si habituelle qu'elle paraît naturelle.

Pourtant, une question simple mérite d'être posée : lorsque l'on parle de République, parle-t-on réellement de démocratie ?

La plupart des citoyens répondraient probablement oui. Depuis plusieurs générations, l'enseignement, les médias et les responsables politiques présentent les deux notions comme étroitement liées. La République serait le cadre institutionnel de la démocratie, tandis que la démocratie constituerait l'âme de la République. Cette représentation rassurante laisse entendre que les institutions républicaines incarnent naturellement la volonté populaire.

Mais l'histoire et la théorie politique racontent une réalité plus complexe.

La République désigne avant tout un mode d'organisation du pouvoir. Elle repose sur des institutions permanentes, des lois, une administration, une justice et des mécanismes destinés à assurer la continuité de l'État. Son objectif premier n'est pas nécessairement de permettre au peuple de gouverner directement, mais de garantir l'existence d'un ordre politique stable.

La démocratie, quant à elle, renvoie à une idée différente : celle de la souveraineté populaire. Dans son sens le plus fondamental, elle signifie que le peuple exerce lui-même le pouvoir ou contrôle effectivement ceux qui l'exercent en son nom.

Cette distinction peut sembler théorique. Pourtant, elle produit des conséquences considérables.

Une institution peut être parfaitement républicaine sans être profondément démocratique. Elle peut respecter les lois, assurer la continuité de l'État et fonctionner selon des procédures établies tout en laissant aux citoyens une influence limitée sur les décisions réelles. À l'inverse, certaines formes de participation populaire peuvent apparaître comme démocratiques tout en bousculant les cadres institutionnels traditionnels.

La confusion entre ces deux notions n'est donc pas anodine. Elle influence notre manière de comprendre la politique, de juger les gouvernements et d'évaluer la qualité de nos régimes politiques.

L'une des hypothèses de cet ouvrage est que la République moderne a progressivement développé sa propre logique de fonctionnement. À mesure que les sociétés se sont complexifiées, les institutions se sont multipliées. Les administrations se sont renforcées. Les normes se sont accumulées. Les centres de décision se sont éloignés du citoyen ordinaire.

Parallèlement, le discours officiel a continué d'affirmer que ces institutions agissaient au nom du peuple.

Dès lors, une interrogation fondamentale apparaît : dans quelle mesure les citoyens exercent-ils encore leur souveraineté, et dans quelle mesure se contentent-ils de déléguer leur pouvoir à des structures devenues largement autonomes ?

Cette question ne vise pas à opposer artificiellement le peuple aux institutions. Toute société complexe a besoin d'organes de décision, d'administration et de coordination. Le problème n'est pas l'existence des institutions. Le problème apparaît lorsque celles-ci tendent à être confondues avec la volonté populaire elle-même.

Car une institution n'est pas le peuple.

Un gouvernement n'est pas le peuple.

Une assemblée n'est pas le peuple.

Et une élection ne constitue pas nécessairement l'exercice intégral de la souveraineté populaire.

L'objectif de cet essai sera donc d'explorer l'écart qui peut exister entre la promesse démocratique et la réalité institutionnelle. Nous examinerons comment s'est construite la République moderne, pourquoi la représentation politique s'est imposée comme mode dominant de gouvernement et dans quelle mesure cette représentation peut conduire à une forme de dépossession du pouvoir citoyen.

La question qui guidera l'ensemble de cette réflexion est finalement très simple :

Lorsque nous affirmons vivre en démocratie, de quoi parlons-nous exactement ?

Première partie

République et démocratie : deux idées différentes

Chapitre 1

L'invention de la République

Lorsque l'on parle aujourd'hui de République, chacun semble savoir de quoi il est question. Le mot est partout : dans les institutions, les discours officiels, les médias et même dans le nom de nombreux régimes politiques. Pourtant, rares sont ceux qui s'interrogent sur son origine véritable.

Pour comprendre ce qu'est la République, il faut remonter plus de deux mille ans en arrière, bien avant les révolutions modernes et avant même l'apparition de ce que nous appelons aujourd'hui la démocratie représentative.

La chose publique

Le mot « République » provient du latin *res publica*, que l'on peut traduire par « la chose publique » ou « l'affaire commune ».

À première vue, cette expression semble annoncer l'idée moderne d'un gouvernement exercé par tous. Pourtant, ce serait une erreur de projeter nos conceptions actuelles sur le monde antique.

Dans la Rome républicaine, qui s'étend approximativement de 509 à 27 avant notre ère, le peuple ne gouverne pas directement au sens où nous l'entendons aujourd'hui. Les institutions sont conçues pour empêcher qu'un seul homme concentre tous les pouvoirs, mais elles ne visent pas à instaurer une égalité politique complète entre les citoyens.

Le Sénat, composé principalement de membres de l'aristocratie, joue un rôle central. Les magistrats sont issus des classes les plus influentes. La participation populaire existe, mais elle demeure encadrée et limitée.

Autrement dit, la République romaine n'est pas une démocratie au sens strict.

Son objectif principal est ailleurs : organiser durablement le pouvoir afin d'éviter à la fois la tyrannie individuelle et le désordre collectif.

Dès son origine, la République apparaît donc comme une technique de gouvernement avant d'être un idéal démocratique.

Gouverner sans roi

L'une des innovations majeures de Rome consiste à remplacer la monarchie par un système institutionnel.

Le pouvoir n'est plus incarné par une personne mais par un ensemble de fonctions, de règles et de contre-pouvoirs.

Cette transformation est essentielle.

Pour la première fois dans l'histoire, l'autorité politique ne dépend plus exclusivement d'un souverain identifié. Elle devient impersonnelle.

Les magistrats passent.

Les institutions demeurent.

Cette logique constitue encore aujourd'hui l'un des fondements de l'État moderne.

Lorsque les gouvernements changent mais que l'administration, les tribunaux, les lois fondamentales et les services publics continuent de fonctionner, nous retrouvons cet héritage romain.

La République n'est donc pas d'abord le pouvoir du peuple.

Elle est d'abord la permanence du pouvoir.

L'ordre avant la liberté

L'histoire politique est souvent racontée comme une conquête progressive de la liberté. Pourtant, les premières préoccupations des sociétés organisées furent généralement différentes.

Avant de chercher à rendre les individus libres, les communautés humaines ont cherché à éviter le chaos.

L'ordre précède souvent la liberté.

Cette réalité est visible dans presque toutes les grandes constructions politiques de l'histoire.

Les institutions apparaissent pour :

- collecter les ressources ;
- rendre la justice ;
- maintenir la paix civile ;
- organiser la défense commune.

La République romaine n'échappe pas à cette logique.

Sa priorité est de garantir la stabilité.

Elle ne naît pas d'une revendication démocratique mais d'une nécessité politique : empêcher qu'un pouvoir personnel ne menace l'équilibre de la cité.

Cette distinction est importante car elle permet de comprendre une caractéristique persistante des régimes républicains.

Même aujourd'hui, lorsqu'un gouvernement invoque « la défense des institutions », il agit souvent au nom de la stabilité avant d'agir au nom de la participation populaire.

La République conserve ainsi une dimension conservatrice au sens premier du terme : elle cherche à conserver l'ordre politique existant.

L'État devient une réalité autonome

Au fil des siècles, l'idée républicaine évolue.

Les royaumes médiévaux laissent progressivement place à des États plus structurés.

Des administrations permanentes apparaissent.

Des systèmes fiscaux se développent.

Des armées professionnelles sont constituées.

Peu à peu, le pouvoir politique cesse d'être une simple extension de la personne du souverain.

L'État acquiert sa propre existence.

Il possède :

- ses fonctionnaires ;
- ses procédures ;
- ses archives ;
- ses finances ;
- ses intérêts spécifiques.

Cette évolution marque un tournant majeur.

L'État devient capable de survivre aux individus qui le dirigent.

Les gouvernements changent.

Les administrations restent.

Les présidents passent.

Les ministres passent.

Mais l'appareil institutionnel demeure.

Cette permanence constitue à la fois la force et le paradoxe de la République moderne.

Elle garantit la continuité du pays.

Mais elle crée également une distance croissante entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés.

La naissance d'un pouvoir impersonnel

Cette transformation est souvent présentée comme un progrès.

Et à bien des égards, elle l'est.

Un pouvoir impersonnel offre davantage de garanties qu'un pouvoir arbitraire.

Les règles remplacent les caprices.

Les procédures limitent les abus.

Les institutions permettent une certaine prévisibilité.

Cependant, cette évolution possède aussi une conséquence moins visible.

À mesure que le pouvoir devient impersonnel, il devient plus difficile à identifier.

Qui décide réellement ?

Le ministre ?

Le parlement ?

L'administration ?

Les experts ?

Les autorités indépendantes ?

Les juges ?

Les organismes supranationaux ?

Le citoyen moderne est souvent confronté à une structure politique dont les centres de décision

apparaissent diffus.

Le pouvoir semble partout et nulle part à la fois.

Cette impression contribue largement au sentiment contemporain d'éloignement politique.

Une confusion historique

Lorsque les révolutions américaine et française éclatent à la fin du XVIIIe siècle, elles associent progressivement République et souveraineté populaire.

Cette rencontre va profondément transformer l'histoire politique occidentale.

Pour la première fois, la République est présentée non seulement comme une forme d'organisation du pouvoir, mais également comme l'expression de la volonté du peuple.

Cette fusion donne naissance à l'idéal républicain moderne.

Cependant, cette union demeure fragile.

Car les deux concepts poursuivent des objectifs différents.

La République cherche principalement à organiser le pouvoir.

La démocratie cherche principalement à le distribuer.

La première privilégie la stabilité.

La seconde privilégie la participation.

La première construit des institutions.

La seconde cherche à faire vivre la souveraineté populaire.

Ces objectifs peuvent converger.

Mais ils peuvent aussi entrer en tension.

Toute l'histoire politique moderne peut être lue comme une tentative permanente de concilier ces deux exigences.

Une question pour notre temps

Deux siècles après les grandes révolutions modernes, cette tension n'a pas disparu.

Au contraire, elle semble parfois s'accentuer.

Les institutions sont devenues plus nombreuses.

Les procédures plus complexes.

Les administrations plus puissantes.

Dans le même temps, de nombreux citoyens expriment le sentiment de ne plus maîtriser les décisions qui orientent leur existence.

La République s'est renforcée.

Mais la démocratie a-t-elle progressé au même rythme ?

Avant de répondre à cette question, il faut comprendre ce qu'est réellement la démocratie, non pas telle qu'elle est souvent présentée aujourd'hui, mais telle qu'elle fut pensée à son origine.

Car si la République est née à Rome, la démocratie est née ailleurs.

Elle est née à Athènes.

Chapitre 2

La démocratie : une autre logique

Si la République trouve ses racines dans la Rome antique, la démocratie puise les siennes dans une autre cité : Athènes.

Lorsque nous parlons aujourd'hui de démocratie, nous imaginons spontanément des élections, des partis politiques, des campagnes électorales et des assemblées parlementaires. Pourtant, les Athéniens auraient probablement été surpris par cette définition.

Pour eux, la démocratie ne signifiait pas choisir périodiquement des dirigeants. Elle signifiait avant tout participer directement à l'exercice du pouvoir.

Cette différence est fondamentale.

Elle constitue peut-être même l'une des plus grandes ruptures entre la démocratie antique et ce que nous appelons aujourd'hui la démocratie moderne.

Le pouvoir du peuple

Le mot démocratie provient des termes grecs *demos* (le peuple) et *kratos* (le pouvoir).

La démocratie signifie donc littéralement : le pouvoir du peuple.

Cette définition paraît simple.

Mais ses conséquences sont considérables.

Si le peuple détient réellement le pouvoir, cela implique qu'il ne se contente pas d'autoriser d'autres personnes à gouverner en son nom. Il participe lui-même aux décisions importantes.

Dans l'Athènes du Ve siècle avant notre ère, les citoyens se réunissent régulièrement pour débattre et voter directement sur les affaires publiques.

Les lois.

La guerre.

Les finances.

Les alliances.

Les décisions majeures sont prises collectivement.

La politique n'est pas une activité réservée à une minorité spécialisée.

Elle est considérée comme une responsabilité civique ordinaire.

Bien entendu, cette démocratie demeure imparfaite. Les femmes, les esclaves et les étrangers en sont exclus. Mais malgré ces limites considérables, elle repose sur une idée révolutionnaire : le pouvoir appartient à ceux qui composent la cité.

Gouverner ou choisir des gouvernants ?

Cette distinction mérite d'être examinée attentivement.

Dans les régimes contemporains, le citoyen participe généralement à la politique en votant lors des élections.

Une fois le scrutin terminé, le pouvoir est exercé par les représentants élus.

Dans la démocratie athénienne, la logique est différente.

Le citoyen ne choisit pas simplement ceux qui gouvernent.

Il gouverne lui-même.

Cette différence paraît subtile.

Elle est en réalité immense.

Choisir un dirigeant n'est pas la même chose qu'exercer directement l'autorité politique.

Lorsque des citoyens élisent un maire, un député ou un président, ils délèguent leur pouvoir.

Lorsque des citoyens délibèrent et décident eux-mêmes, ils exercent leur pouvoir.

Entre les deux situations existe un écart considérable.

Cet écart est au cœur de toutes les réflexions modernes sur la représentation politique.

Le tirage au sort : une idée oubliée

Un autre aspect de la démocratie athénienne surprend souvent les contemporains.

Une grande partie des fonctions publiques n'était pas attribuée par élection mais par tirage au sort.

Aujourd'hui, cette pratique semble étrange.

Nous associons spontanément l'élection à la démocratie.

Pour les Athéniens, le raisonnement était souvent inverse.

L'élection favorisait les plus riches, les plus influents, les plus éloquents ou les plus célèbres.

Elle avait donc tendance à sélectionner une élite.

Le tirage au sort apparaissait au contraire comme un moyen de garantir l'égalité politique entre les citoyens.

Chaque citoyen pouvait être appelé à exercer certaines responsabilités publiques.

Le hasard devenait ainsi un instrument de partage du pouvoir.

Cette conception nous paraît aujourd'hui presque exotique.

Pourtant, elle révèle une différence essentielle entre deux visions de la politique.

La première considère que les meilleurs doivent gouverner.

La seconde considère que chacun doit pouvoir participer au gouvernement.

La première tend vers l'aristocratie.

La seconde tend vers la démocratie.

La méfiance envers les élites

Les Athéniens nourrissaient une profonde méfiance à l'égard de la concentration du pouvoir.

Ils savaient que ceux qui gouvernent durablement finissent souvent par défendre leurs propres intérêts.

Cette intuition traverse toute l'histoire politique.

Les citoyens ordinaires peuvent commettre des erreurs.

Mais les élites également.

Et lorsque les élites se trompent, elles disposent souvent des moyens institutionnels pour maintenir leur position malgré leurs échecs.

Cette observation demeure actuelle.

Les gouvernements changent.

Les majorités parlementaires se succèdent.

Mais certaines catégories d'acteurs conservent une influence durable :

- hauts fonctionnaires ;
- grands intérêts économiques ;
- appareils partisans ;
- experts ;
- groupes d'influence.

Le pouvoir tend naturellement à se concentrer.

C'est précisément cette tendance que la démocratie cherche historiquement à combattre.

La naissance de la représentation

Si la démocratie directe apparaît si séduisante, pourquoi a-t-elle été progressivement abandonnée ?

La réponse semble évidente.

Les sociétés modernes n'ont plus la taille des cités antiques.

Athènes compte quelques dizaines de milliers de citoyens.

Les États contemporains comptent parfois plusieurs dizaines de millions d'habitants.

Il devient matériellement impossible de réunir toute la population pour décider collectivement de chaque question publique.

La représentation apparaît alors comme une solution pratique.

Puisque le peuple ne peut pas gouverner directement, il choisit des représentants chargés de gouverner à sa place.

Cette solution répond à un problème réel.

Mais elle transforme profondément la nature même de la démocratie.

Le citoyen cesse progressivement d'être acteur du pouvoir.

Il devient principalement un électeur.

Du citoyen au spectateur

Cette évolution s'est renforcée au cours des deux derniers siècles.

La politique est devenue une activité professionnelle.

Les campagnes électorales mobilisent des spécialistes.

Les programmes sont élaborés par des équipes.

La communication est confiée à des experts.

Le citoyen ordinaire se retrouve dans une position paradoxale.

On lui affirme que le pouvoir lui appartient.

Mais il participe rarement aux décisions elles-mêmes.

La plupart du temps, il observe.

Il écoute.

Il commente.

Il approuve ou désapprouve.

Mais il agit peu directement.

La démocratie représentative transforme ainsi progressivement le citoyen en spectateur de la vie politique.

Cette transformation n'est pas nécessairement le résultat d'une volonté malveillante.

Elle découle largement de la complexité croissante des sociétés modernes.

Cependant, ses conséquences sont profondes.

Plus les citoyens se sentent éloignés des lieux de décision, plus ils peuvent éprouver le sentiment que la politique leur échappe.

Une promesse inachevée

La démocratie moderne repose sur une promesse implicite.

Cette promesse est simple :

même si les citoyens ne gouvernent pas directement, leurs représentants gouverneront conformément à leur volonté.

Toute la légitimité du système repose sur cette idée.

Mais comment vérifier que cette promesse est tenue ?

Comment s'assurer que les représentants demeurent réellement les serviteurs de la souveraineté populaire ?

À partir de quel moment les élus cessent-ils d'être des mandataires pour devenir une catégorie politique distincte du reste de la population ?

Ces questions ne sont pas nouvelles.

Depuis plus de deux siècles, elles traversent les démocraties modernes.

Et elles deviennent particulièrement importantes lorsque les citoyens commencent à avoir le sentiment que leurs préoccupations ne sont plus entendues.

République et démocratie : un mariage difficile

Nous pouvons désormais mieux comprendre la différence fondamentale entre les deux notions.

La République construit des institutions.

La démocratie cherche à faire participer le peuple.

La République garantit la continuité.

La démocratie revendique la souveraineté populaire.

La République protège l'ordre politique.

La démocratie cherche à maintenir le pouvoir sous le contrôle des citoyens.

Ces objectifs peuvent être complémentaires.

Mais ils peuvent aussi entrer en conflit.

Plus les institutions deviennent puissantes, plus elles peuvent limiter l'intervention directe du peuple.

Plus la participation populaire augmente, plus elle peut déstabiliser les mécanismes institutionnels établis.

Toute l'histoire politique moderne se déroule dans cet équilibre fragile.

C'est précisément cette tension qui explique pourquoi tant de gouvernements invoquent la République lorsqu'ils souhaitent défendre les institutions, tandis que tant de mouvements populaires invoquent la démocratie lorsqu'ils cherchent à les contester.

La question n'est donc plus de savoir si République et démocratie sont identiques.

Elles ne le sont pas.

La véritable question est désormais de comprendre comment, au fil du temps, la République a réussi à se présenter comme l'incarnation naturelle de la démocratie.

C'est cette transformation que nous allons examiner dans le chapitre suivant.

Chapitre 3

Quand la République devient sacrée

La République n'a pas toujours bénéficié du prestige dont elle jouit aujourd'hui.

Pendant longtemps, elle fut une forme de gouvernement parmi d'autres. Elle pouvait être admirée, critiquée, réformée ou remplacée. Elle n'était pas encore cette référence morale omniprésente qui semble aujourd'hui s'imposer dans le débat public.

Pour comprendre cette évolution, il faut observer un phénomène particulier : la transformation progressive d'un système politique en principe presque sacré.

Cette sacralisation ne signifie pas que la République soit devenue une religion au sens traditionnel du terme. Elle signifie plutôt que certaines institutions, certains symboles et certains discours ont progressivement été placés au-dessus de la critique ordinaire.

Lorsqu'une institution cesse d'être perçue comme un simple outil politique pour devenir une valeur en elle-même, elle entre dans une autre dimension.

C'est précisément ce qui s'est produit avec la République moderne.

De l'institution à la valeur

À l'origine, la République désigne une manière d'organiser le pouvoir.

Comme toute organisation politique, elle possède des avantages et des inconvénients.

Elle peut être efficace ou inefficace.

Juste ou injuste.

Populaire ou impopulaire.

Autrement dit, elle peut être évaluée à partir de ses résultats.

Pourtant, au fil du temps, le discours public tend à modifier cette perception.

La République n'est plus seulement présentée comme un moyen.

Elle devient une fin.

Elle n'est plus seulement un cadre institutionnel.

Elle devient une valeur morale.

On ne dit plus simplement qu'il faut respecter les institutions parce qu'elles permettent de gouverner.

On affirme qu'il faut les respecter parce qu'elles incarnent un principe supérieur.

Cette transformation change profondément la nature du débat politique.

Car critiquer une institution n'est plus seulement contester son efficacité.

Cela peut être interprété comme une remise en cause des fondements mêmes de la communauté politique.

Le langage du sacré

Les sociétés religieuses disposent de symboles sacrés.

Les sociétés modernes possèdent également leurs symboles.

Drapeaux.

Constitutions.

Monuments.

Cérémonies.

Figures historiques.

Tous les régimes politiques construisent des récits destinés à renforcer leur cohésion.

La République ne fait pas exception.

Progressivement, un vocabulaire spécifique apparaît :

« défendre la République » ;

« attaquer la République » ;

« les ennemis de la République » ;

« les valeurs républicaines ».

Ces expressions sont devenues familières.

Pourtant, elles soulèvent une question importante.

Que désignent-elles exactement ?

Parle-t-on des institutions ?

Des lois ?

Du gouvernement ?

Des principes de liberté et d'égalité ?

Du peuple lui-même ?

Cette ambiguïté est souvent entretenue.

Elle permet de réunir sous un même terme des réalités très différentes.

Ainsi, une critique adressée à une politique gouvernementale peut parfois être présentée comme une critique de la République elle-même.

Le désaccord politique tend alors à être transformé en problème de loyauté institutionnelle.

L'intérêt général : une notion disputée

L'une des principales sources de légitimité de la République réside dans sa prétention à représenter l'intérêt général.

Cette idée paraît raisonnable.

Les institutions sont censées agir au nom de tous plutôt qu'au nom d'intérêts particuliers.

Mais une difficulté apparaît immédiatement.

Qui définit l'intérêt général ?

Est-ce le gouvernement ?

Le parlement ?

Les tribunaux ?

Les experts ?

Les citoyens ?

La réponse n'est jamais totalement évidente.

Dans les faits, l'intérêt général est souvent le résultat d'une interprétation.

Différents groupes peuvent prétendre parler en son nom tout en défendant des orientations opposées.

L'histoire politique regorge d'exemples où des gouvernements ont affirmé agir dans l'intérêt général tandis qu'une partie importante de la population contestait cette affirmation.

Cette situation crée une tension permanente.

Plus les institutions prétendent incarner l'intérêt général, plus elles risquent d'apparaître comme éloignées des expériences concrètes vécues par les citoyens.

La République comme source de légitimité

Aucun pouvoir ne peut se maintenir durablement par la seule contrainte.

Même les régimes les plus autoritaires recherchent une forme de légitimité.

Ils doivent convaincre une partie de la population que leur autorité est justifiée.

Dans les démocraties modernes, cette légitimité repose largement sur les institutions républicaines.

L'élection joue évidemment un rôle central.

Mais elle n'est pas suffisante.

Entre deux élections, le pouvoir continue d'agir.

Il doit donc s'appuyer sur d'autres sources de justification.

La loi.

La Constitution.

L'expertise.

L'administration.

L'intérêt général.

La République apparaît alors comme un cadre de légitimation permanent.

Elle permet au pouvoir de présenter ses décisions non comme de simples choix politiques, mais comme l'application nécessaire de principes supérieurs.

Cette mécanique est particulièrement visible dans les périodes de crise.

Plus une décision est contestée, plus le recours au langage institutionnel tend à se renforcer.

Le paradoxe de la contestation

Une démocratie vivante suppose la possibilité du désaccord.

Les citoyens doivent pouvoir critiquer les gouvernants.

Remettre en cause certaines lois.

Proposer des alternatives.

Contester les orientations dominantes.

Sans cette capacité, la démocratie se transforme en simple procédure d'approbation.

Pourtant, lorsque la République est assimilée à l'ordre politique lui-même, toute contestation peut apparaître suspecte.

Une grève importante.

Une manifestation de masse.

Un mouvement de désobéissance.

Une revendication institutionnelle radicale.

Ces phénomènes peuvent être interprétés de deux manières.

Soit comme l'expression normale de la souveraineté populaire.

Soit comme une menace contre l'ordre républicain.

La frontière entre ces deux interprétations est souvent floue.

Elle dépend largement du rapport de force politique du moment.

Une République au-dessus du peuple ?

Nous touchons ici à une contradiction essentielle.

Dans le récit officiel, la République tire sa légitimité du peuple.

Elle est censée exister pour lui.

Grâce à lui.

En son nom.

Mais dans certaines circonstances, les institutions peuvent sembler se placer au-dessus de ceux qu'elles représentent.

Lorsqu'un mouvement populaire massif est rejeté au motif qu'il perturbe l'ordre institutionnel, une question apparaît :

la République protège-t-elle le peuple ou se protège-t-elle elle-même ?

Cette interrogation ne vise pas à nier l'utilité des institutions.

Toute société a besoin de règles communes.

Toute démocratie a besoin de stabilité.

Le problème surgit lorsque la préservation des institutions devient un objectif plus important que la prise en compte des aspirations populaires qu'elles sont censées servir.

L'autonomie croissante des institutions

À mesure que les États modernes se développent, leurs institutions deviennent de plus en plus complexes.

Les administrations s'étendent.

Les réglementations se multiplient.

Les compétences se spécialisent.

Les procédures se perfectionnent.

Cette évolution possède des avantages évidents.

Elle permet une gestion plus efficace de sociétés vastes et complexes.

Mais elle produit également un effet inattendu.

Les institutions développent progressivement leur propre logique de fonctionnement.

Chaque organisme cherche à préserver ses compétences.

Chaque administration défend son périmètre.

Chaque structure justifie son existence.

Peu à peu, l'appareil institutionnel acquiert une forme d'autonomie.

Il ne dépend plus exclusivement de la volonté des citoyens ou même des gouvernements successifs.

Il poursuit sa trajectoire propre.

Cette dynamique contribue largement au sentiment contemporain selon lequel le pouvoir devient de plus en plus difficile à identifier et à contrôler.

Une nouvelle question

Nous pouvons désormais comprendre pourquoi la confusion entre République et démocratie est si importante.

Si la République est présentée comme l'expression naturelle de la volonté populaire, toute critique de ses institutions peut apparaître comme une critique de la démocratie elle-même.

Or les deux ne se confondent pas nécessairement.

La démocratie pose une question simple :

Qui exerce réellement le pouvoir ?

La République pose une autre question :

Comment organiser durablement ce pouvoir ?

Lorsque ces deux interrogations cessent d'être distinguées, le risque apparaît de considérer les institutions comme démocratiques par nature, indépendamment de leur fonctionnement réel.

C'est précisément ce risque qui nous conduit à examiner le mécanisme central des régimes modernes : la délégation.

Car si les citoyens n'exercent pas directement le pouvoir, à qui le confient-ils exactement ?

Et que devient ce pouvoir une fois délégué ?

C'est la question qui ouvre la deuxième partie de cet ouvrage.

Deuxième partie

La grande délégation

Chapitre 4

Pourquoi les citoyens délèguent leur pouvoir

La plupart des citoyens des démocraties modernes considèrent la représentation politique comme une évidence.

Nous votons.

Nous élisons des représentants.

Ces représentants gouvernent.

À intervalles réguliers, nous pouvons les reconduire ou les remplacer.

Ce mécanisme paraît si naturel que peu de personnes s'interrogent sur sa signification profonde.

Pourtant, il repose sur un acte politique considérable : la délégation du pouvoir.

À chaque élection, les citoyens confient à une minorité le droit de prendre des décisions au nom de tous.

Cette délégation est devenue le cœur même de nos régimes politiques.

Mais pourquoi a-t-elle fini par s'imposer ?

Était-elle inévitable ?

Et surtout, quelles conséquences produit-elle sur la relation entre le peuple et le pouvoir ?

Le problème de la taille

La première réponse paraît évidente.

Les sociétés modernes sont immenses.

Les cités antiques comptaient quelques milliers de citoyens.

Les États contemporains regroupent parfois plusieurs dizaines de millions de personnes.

Dans ces conditions, réunir l'ensemble de la population pour voter chaque loi ou chaque décision semble impossible.

L'argument est souvent présenté comme décisif.

Puisque le peuple ne peut pas gouverner directement, il doit nécessairement choisir des représentants.

Cette explication contient une part de vérité.

Mais elle ne dit pas tout.

Car la représentation n'est pas seulement une solution technique.

Elle constitue également une transformation profonde de la souveraineté populaire.

Le problème n'est pas simplement que les citoyens délèguent certaines tâches.

Le problème est qu'ils délèguent également une partie de leur capacité de décision.

Une nécessité devenue principe

À l'origine, la représentation apparaît comme un compromis.

Les révolutionnaires des XVIIIe et XIXe siècles savent qu'il est difficile de faire participer directement l'ensemble de la population à toutes les décisions publiques.

Ils imaginent donc un système intermédiaire.

Le peuple conserve théoriquement la souveraineté.

Mais l'exercice quotidien du pouvoir est confié à des représentants élus.

Ce compromis devait permettre de concilier deux objectifs :

- la participation populaire ;
- l'efficacité gouvernementale.

Avec le temps, cependant, ce qui n'était qu'un moyen devient progressivement un principe.

La représentation cesse d'être perçue comme une solution imparfaite.

Elle devient la définition même de la démocratie.

On ne dit plus :

« Nous avons recours à des représentants parce que nous ne pouvons pas faire autrement. »

On affirme :

« La démocratie consiste à élire des représentants. »

Cette évolution est considérable.

Elle transforme la délégation en fondement du régime.

Le mandat invisible

Dans l'imaginaire démocratique, l'élu est censé représenter les citoyens.

Il agit en leur nom.

Il porte leurs intérêts.

Il défend leurs aspirations.

Mais cette représentation soulève immédiatement une difficulté.

Que signifie exactement représenter ?

Un représentant doit-il appliquer fidèlement les volontés de ses électeurs ?

Ou doit-il agir selon son propre jugement ?

Cette question traverse toute l'histoire des régimes représentatifs.

Si l'élu se contente d'exécuter les volontés de ses électeurs, son autonomie est faible.

S'il agit librement, sa responsabilité devant eux devient plus incertaine.

La plupart des systèmes modernes ont choisi la seconde option.

Une fois élu, le représentant dispose généralement d'une grande liberté d'action.

Il n'est pas juridiquement tenu de respecter chacune de ses promesses.

Il ne reçoit pas d'instructions obligatoires de ses électeurs.

Son mandat est largement indépendant.

Cette indépendance est souvent présentée comme nécessaire.

Mais elle produit également une conséquence importante :

entre deux élections, le contrôle populaire devient limité.

Le temps politique contre le temps citoyen

Une autre transformation accompagne la délégation.

Les citoyens vivent la politique de manière intermittente.

Les gouvernants la vivent en permanence.

Pour la plupart des individus, la politique n'occupe qu'une partie réduite de leur existence.

Ils travaillent.

Éduquent leurs enfants.

Gèrent leurs préoccupations quotidiennes.

Participent parfois à des débats ou à des élections.

Les responsables politiques, au contraire, consacrent l'essentiel de leur temps à l'exercice du pouvoir.

Ils accumulent de l'expérience.

Développent des réseaux.

Maîtrisent les procédures.

Connaissent les rouages institutionnels.

Progressivement, un écart se creuse.

Les gouvernés deviennent des acteurs occasionnels.

Les gouvernants deviennent des spécialistes permanents.

Cette spécialisation n'est pas nécessairement illégitime.

Mais elle modifie profondément l'équilibre démocratique.

La naissance de la confiance politique

Toute délégation repose sur la confiance.

Lorsqu'un citoyen vote, il accomplit un acte de confiance.

Il accepte qu'une autre personne décide à sa place sur un grand nombre de sujets.

Cette confiance constitue la ressource la plus précieuse de tout régime représentatif.

Sans elle, les institutions perdent leur légitimité.

Cependant, la confiance possède une particularité.

Elle ne peut être décrétée.

Elle doit être entretenue.

Les citoyens doivent percevoir que les représentants restent attentifs à leurs préoccupations.

Ils doivent avoir le sentiment que leur voix conserve une influence réelle.

Lorsque cette perception disparaît, la délégation commence à être remise en cause.

La promesse de la proximité

Les démocraties représentatives reposent sur une promesse implicite.

Même si les citoyens ne gouvernent pas directement, leurs représentants resteront proches d'eux.

Ils comprendront leurs difficultés.

Partageront leurs préoccupations.

Défendront leurs intérêts.

Cette promesse joue un rôle essentiel.

Elle permet de rendre acceptable la distance créée par la délégation.

Mais cette proximité devient de plus en plus difficile à maintenir.

Les dirigeants évoluent souvent dans des univers professionnels, sociaux et institutionnels très éloignés de ceux de la majorité de la population.

Ils fréquentent d'autres milieux.

Possèdent d'autres références.

Affrontent d'autres contraintes.

Peu à peu, une interrogation apparaît :

les représentants vivent-ils encore dans le même monde que ceux qu'ils représentent ?

Cette question est au cœur de nombreuses critiques contemporaines des élites politiques.

Une minorité gouvernante

La démocratie moderne repose sur une idée paradoxale.

La souveraineté appartient théoriquement à tous.

Mais l'exercice effectif du pouvoir est concentré entre les mains d'un nombre relativement restreint de personnes.

Ministres.

Députés.

Sénateurs.

Maires.

Hauts fonctionnaires.

Conseillers.

Experts.

Dirigeants administratifs.

À mesure que les sociétés deviennent plus complexes, cette concentration tend même à s'accentuer.

Le pouvoir est exercé par un cercle toujours plus spécialisé.

Cette évolution ne résulte pas nécessairement d'un complot ou d'une volonté délibérée.

Elle découle largement du fonctionnement même des institutions modernes.

Pourtant, son effet politique demeure considérable.

Le peuple est souverain en théorie.

Une minorité gouverne en pratique.

Tout l'enjeu démocratique consiste alors à maintenir un lien entre ces deux réalités.

Le risque de l'éloignement

Plus la délégation s'étend, plus le risque apparaît de voir les représentants développer leurs propres intérêts.

Les citoyens ordinaires et les responsables politiques ne vivent pas les mêmes expériences.

Ils ne subissent pas toujours les mêmes contraintes.

Ils ne perçoivent pas nécessairement les mêmes urgences.

Cet éloignement ne produit pas toujours des conflits ouverts.

Il peut rester invisible pendant longtemps.

Mais lorsqu'une crise survient, il devient soudain évident.

Des mouvements sociaux émergent.

Des protestations se multiplient.

L'abstention progresse.

Les partis traditionnels perdent leur crédibilité.

Tous ces phénomènes expriment souvent une même inquiétude :

celle de ne plus être réellement représenté.

Une question fondamentale

La délégation est probablement indispensable dans les sociétés modernes.

Mais son existence soulève une question incontournable.

Comment s'assurer que ceux qui reçoivent le pouvoir continuent à agir au service de ceux qui le leur ont confié ?

Cette interrogation est aussi ancienne que la représentation elle-même.

Elle devient encore plus importante lorsque la politique cesse d'être une activité temporaire pour devenir une profession.

Car à partir du moment où certains individus passent leur vie entière dans les institutions, une nouvelle catégorie sociale apparaît.

Une catégorie qui ne se contente plus de gouverner occasionnellement.

Une catégorie qui vit du pouvoir et dans le pouvoir.

C'est cette évolution que nous allons maintenant examiner.

Comment les représentants sont-ils devenus des professionnels de la politique ?

Et quelles conséquences cette transformation a-t-elle sur la démocratie elle-même ?

Chapitre 5

Les élus représentent-ils encore le peuple ?

La démocratie représentative repose sur une idée simple et rassurante : les citoyens choisissent des représentants chargés de défendre leurs intérêts et d'exprimer leurs aspirations au sein des institutions.

Dans cette vision idéale, le pouvoir circule du peuple vers les élus.

Les citoyens formulent des attentes.

Les représentants les traduisent en décisions politiques.

Le gouvernement agit.

Le peuple contrôle.

Puis le cycle recommence.

Cette représentation du fonctionnement démocratique est largement enseignée, répétée et admise.

Pourtant, lorsqu'on observe la réalité politique contemporaine, une question apparaît progressivement :

la relation fonctionne-t-elle réellement dans ce sens ?

Les représentants sont-ils encore les porte-parole du peuple ou sont-ils devenus les principaux producteurs du discours politique que les citoyens sont ensuite invités à adopter ?

Autrement dit : qui influence qui ?

La naissance d'une classe politique

Dans les premières démocraties modernes, de nombreux élus exerçaient encore une activité professionnelle en dehors de la politique.

Ils pouvaient être avocats, commerçants, agriculteurs, médecins ou entrepreneurs.

La politique constituait souvent une responsabilité temporaire.

Progressivement, cette situation change.

L'extension des administrations, la complexité des lois et l'augmentation du nombre de responsabilités publiques transforment l'activité politique en profession à part entière.

Apparaît alors ce que l'on appelle parfois la « classe politique ».

Le terme est controversé.

Mais il décrit une réalité observable.

De nombreux responsables politiques suivent désormais des trajectoires relativement similaires :

- études spécialisées ;
- engagement précoce dans un parti ;
- fonctions d'assistant ou de conseiller ;
- mandat local ;
- mandat national ;
- responsabilités gouvernementales.

La politique devient une carrière.

Et comme toute carrière, elle développe ses propres règles, ses propres intérêts et sa propre culture.

Le monde des professionnels

Un chirurgien voit le monde à travers son expérience médicale.

Un entrepreneur à travers son activité économique.

Un enseignant à travers son expérience pédagogique.

De la même manière, les professionnels de la politique développent leur propre manière d'interpréter la réalité.

Ils évoluent dans un univers particulier :

- institutions ;
- partis ;
- cabinets ministériels ;
- médias ;
- experts ;
- sondages ;
- réunions stratégiques.

Leur quotidien est très différent de celui de la majorité des citoyens.

Cette différence n'implique pas nécessairement une mauvaise volonté.

Elle produit néanmoins un effet important.

À mesure que les responsables politiques passent davantage de temps dans cet environnement spécifique, ils risquent de percevoir les problèmes sociaux à travers les catégories de leur propre univers institutionnel.

Le fossé entre gouvernants et gouvernés ne résulte donc pas uniquement d'une opposition d'intérêts.

Il peut également résulter d'une différence d'expérience.

La politique comme langage spécialisé

La professionnalisation du pouvoir produit un autre phénomène.

Le langage politique devient de plus en plus technique.

Les débats publics se remplissent :

- d'acronymes ;
- de procédures ;
- de références administratives ;
- de concepts juridiques ;
- de statistiques.

Cette technicisation possède des avantages.

Les questions contemporaines sont souvent complexes.

Elles nécessitent des connaissances spécialisées.

Mais elle crée aussi une distance.

Le citoyen ordinaire peut avoir le sentiment que les décisions importantes sont discutées dans une langue qui n'est plus la sienne.

La politique cesse alors d'apparaître comme une affaire collective.

Elle ressemble davantage à une activité réservée aux initiés.

Les partis comme filtres

Les partis politiques occupent une place centrale dans les démocraties modernes.

Ils sélectionnent les candidats.

Structurent les débats.

Élaborent les programmes.

Organisent les campagnes.

Sans eux, la représentation serait probablement beaucoup plus chaotique.

Mais les partis exercent également une fonction moins visible.

Ils filtrent les idées.

Entre les préoccupations du citoyen et la décision publique s'interposent plusieurs niveaux :

le parti ;

les responsables locaux ;

les directions nationales ;

les experts ;

les élus ;

les institutions.

À chaque étape, certaines revendications sont retenues, modifiées ou abandonnées.

Ce processus est souvent nécessaire.

Aucune société ne peut gouverner en transformant instantanément chaque demande populaire en décision politique.

Cependant, plus les filtres se multiplient, plus le risque apparaît que le message initial soit transformé.

Le peuple parle.

Mais ce qu'entendent les institutions n'est plus exactement ce qu'il a dit.

Les médias et la fabrication du débat

La relation entre représentants et représentés est également influencée par un acteur devenu incontournable : les médias.

Dans les démocraties contemporaines, peu de citoyens rencontrent directement leurs élus.

La plupart découvrent la politique à travers :

- la télévision ;

- la radio ;
- la presse ;
- internet ;
- les réseaux sociaux.

Cette médiation modifie profondément le fonctionnement de la représentation.

Les responsables politiques ne s'adressent plus seulement aux institutions.

Ils s'adressent en permanence à l'opinion publique.

Ils cherchent à convaincre.

À séduire.

À rassurer.

À mobiliser.

La communication devient alors une composante essentielle du pouvoir.

Dans certains cas, elle peut même prendre davantage d'importance que l'action elle-même.

Un gouvernement peut consacrer des moyens considérables à expliquer une décision.

Parfois davantage qu'à consulter ceux qui la subiront.

Les sondages : écouter ou orienter ?

Les sondages sont souvent présentés comme un instrument permettant aux gouvernants de connaître l'opinion des citoyens.

Ils jouent effectivement ce rôle.

Mais leur influence ne s'arrête pas là.

Les sondages contribuent également à construire l'opinion.

Lorsqu'un individu apprend que telle mesure est soutenue par une majorité, son propre jugement peut être influencé.

Lorsqu'un candidat apparaît comme favori, certains électeurs peuvent être tentés de le rejoindre.

L'opinion publique devient alors à la fois un objet observé et un objet fabriqué.

Cette situation renforce encore l'ambiguïté de la représentation.

Les dirigeants suivent-ils l'opinion ?

Ou participent-ils à sa construction ?

Dans les faits, les deux phénomènes se produisent simultanément.

Les électeurs suivent-ils leurs représentants ?

Cette question peut sembler provocatrice.

Pourtant, elle mérite d'être examinée sérieusement.

Le récit démocratique traditionnel affirme que les élus représentent les citoyens.

Mais dans la pratique, les élus disposent de ressources considérables :

- accès aux médias ;

- expertise institutionnelle ;
- visibilité publique ;
- capacité à fixer l'agenda politique.

Ils choisissent les sujets dont on parle.

Ils définissent souvent les termes du débat.

Ils orientent les questions posées à l'opinion.

Ainsi, les citoyens ne se contentent pas d'influencer leurs représentants.

Ils sont également influencés par eux.

La relation est circulaire.

Mais elle n'est pas nécessairement équilibrée.

Celui qui contrôle les institutions de communication dispose généralement d'un avantage important.

La démocratie d'opinion

Depuis plusieurs décennies, une nouvelle forme de représentation semble émerger.

Les gouvernements cherchent moins à organiser une participation active qu'à mesurer en permanence l'état de l'opinion.

L'action politique tend alors à devenir réactive.

Les responsables surveillent les enquêtes d'opinion.

Adaptent leur communication.

Modifient certaines orientations.

Corrigent leur discours.

Cette évolution présente un paradoxe.

Le citoyen est davantage consulté.

Mais il n'est pas forcément davantage associé aux décisions.

Son rôle consiste souvent à exprimer une préférence plutôt qu'à participer à une délibération collective.

La démocratie devient alors moins un gouvernement du peuple qu'une gestion permanente de l'opinion publique.

Une question de confiance

Au fond, le problème central n'est pas de savoir si les représentants trahissent systématiquement leurs électeurs.

Une telle affirmation serait excessive et simpliste.

Le véritable problème est ailleurs.

Il réside dans la difficulté croissante à maintenir un lien de confiance entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés.

Plus la politique devient professionnelle.

Plus les institutions se complexifient.

Plus les intermédiaires se multiplient.

Plus les citoyens peuvent avoir le sentiment que leur parole se perd avant d'atteindre les lieux de décision.

Cette perception est parfois aussi importante que la réalité elle-même.

Car une démocratie ne repose pas uniquement sur des procédures.

Elle repose également sur une croyance partagée :

celle que les gouvernants restent responsables devant le peuple.

Lorsque cette croyance s'affaiblit, la légitimité des institutions commence à vaciller.

La logique du pouvoir

Les représentants ne vivent pas seulement de la confiance des citoyens.

Ils vivent également à l'intérieur d'institutions qui possèdent leurs propres contraintes.

Pour être élus, il faut convaincre.

Pour gouverner, il faut composer.

Pour durer, il faut s'adapter.

Peu à peu, la logique de la représentation laisse place à une autre logique :

la logique du pouvoir lui-même.

Comprendre cette transformation est essentiel.

Car c'est elle qui explique comment une démocratie peut progressivement produire une élite politique relativement autonome.

Une élite qui ne se considère plus uniquement comme la représentante du peuple, mais comme la gardienne de la stabilité institutionnelle.

C'est cette évolution que nous allons examiner dans le prochain chapitre consacré à la professionnalisation du pouvoir et à la formation d'une catégorie politique permanente.

Chapitre 6

La professionnalisation du pouvoir

Dans l'imaginaire démocratique, les élus sont des citoyens ordinaires auxquels la population confie temporairement certaines responsabilités.

Ils exercent un mandat.

Accomplissent leur mission.

Puis retournent à leur vie civile.

Cette vision correspond encore à une partie de la réalité.

Mais elle décrit de moins en moins le fonctionnement concret des démocraties modernes.

Au fil du temps, l'exercice du pouvoir est devenu une activité spécialisée.

La politique n'est plus seulement une fonction.

Elle est devenue un métier.

Et comme tout métier, elle tend à produire ses propres spécialistes.

Le citoyen occasionnel et le professionnel permanent

Dans une démocratie idéale, les gouvernants et les gouvernés appartiennent au même monde.

Ils partagent des expériences similaires.

Ils se comprennent mutuellement parce qu'ils vivent des réalités proches.

La professionnalisation du pouvoir modifie progressivement cet équilibre.

Le citoyen ordinaire passe la majeure partie de sa vie hors des institutions.

Le responsable politique, lui, peut passer plusieurs décennies au sein du système.

Il devient conseiller.

Puis élu local.

Puis député.

Puis ministre.

Puis responsable d'administration ou d'organisation politique.

Sa carrière entière peut se dérouler à l'intérieur de la sphère publique.

Une conséquence apparaît alors.

La politique cesse d'être une activité temporaire exercée par des citoyens.

Elle devient une activité permanente exercée par des professionnels.

Le pouvoir comme environnement

Tout environnement finit par façonner ceux qui y vivent.

Un militaire développe certains réflexes.

Un magistrat développe certaines habitudes de pensée.

Un chercheur développe certaines méthodes d'analyse.

Il en va de même pour les responsables politiques.

À force d'évoluer dans les institutions, ils acquièrent une manière particulière de percevoir le monde.

Ils apprennent :

- les règles du jeu institutionnel ;
- les mécanismes de négociation ;
- les stratégies de communication ;
- les équilibres administratifs ;
- les rapports de force internes.

Ces compétences peuvent être utiles.

Elles permettent de gouverner efficacement.

Mais elles produisent également une forme de spécialisation politique.

Le gouvernant finit parfois par comprendre davantage les institutions que la société elle-même.

Une sélection particulière

Les démocraties modernes affirment que tout citoyen peut accéder aux responsabilités publiques.

En théorie, cette affirmation est exacte.

En pratique, les choses sont plus complexes.

L'accès au pouvoir exige des ressources spécifiques :

- du temps ;
- des réseaux ;
- des compétences de communication ;
- une connaissance des mécanismes politiques ;
- une capacité à supporter l'exposition médiatique.

Toutes ces exigences favorisent certains profils plutôt que d'autres.

Peu à peu, une sélection s'opère.

Non pas nécessairement sur la richesse ou le statut social comme dans les anciennes aristocraties, mais sur la capacité à réussir dans l'univers politique.

Le système tend alors à produire des responsables qui se ressemblent davantage entre eux qu'ils ne ressemblent à l'ensemble de la population.

L'entre-soi institutionnel

L'une des critiques les plus fréquentes adressées aux élites politiques concerne leur tendance à vivre dans un univers relativement fermé.

Cette critique n'est pas toujours juste.

Mais elle repose sur une observation réelle.

Les responsables politiques fréquentent souvent :

- les mêmes écoles ;
- les mêmes administrations ;
- les mêmes cercles professionnels ;
- les mêmes médias ;
- les mêmes événements publics.

Ils se rencontrent.

Travaillent ensemble.

Débattent ensemble.

Parfois s'opposent publiquement tout en partageant des références communes.

À force d'évoluer dans cet environnement, ils peuvent développer une vision du monde différente de celle de nombreux citoyens.

Cette divergence n'est pas forcément consciente.

Elle résulte souvent simplement du fait de vivre dans des réalités différentes.

La logique de conservation

Toute institution cherche naturellement à se préserver.

Cette tendance n'est pas propre aux États.

On la retrouve dans les entreprises, les associations, les administrations et les organisations de toute nature.

Les structures cherchent à survivre.

Les responsables cherchent à conserver leurs fonctions.

Les organisations cherchent à maintenir leur influence.

Le monde politique n'échappe pas à cette logique.

Lorsqu'un individu consacre plusieurs décennies à la vie publique, la stabilité des institutions devient souvent une préoccupation majeure.

Cette préoccupation peut être légitime.

Mais elle produit parfois un déplacement des priorités.

Le maintien du système finit par apparaître aussi important que les objectifs qu'il est censé servir.

Dans certains cas, la défense des institutions peut même prendre le pas sur la prise en compte des contestations populaires.

Une élite sans aristocratie

Les démocraties modernes ont supprimé les privilèges héréditaires.

Elles ont rejeté l'idée selon laquelle certaines familles seraient naturellement destinées à gouverner.

Pourtant, elles produisent malgré tout leurs propres élites.

La différence est que ces élites ne se transmettent plus principalement par le sang.

Elles se reproduisent à travers :

- les parcours scolaires ;
- les réseaux professionnels ;
- les partis politiques ;
- les institutions administratives.

L'accès demeure théoriquement ouvert.

Mais les mécanismes de sélection favorisent ceux qui maîtrisent déjà les codes du système.

Ainsi se forme progressivement une catégorie dirigeante qui, sans être officiellement aristocratique, occupe durablement les positions de pouvoir.

L'oligarchie élective

Au début du XXe siècle, plusieurs penseurs observent un phénomène troublant.

Même dans les régimes les plus démocratiques, le pouvoir tend à se concentrer entre les mains d'une minorité.

Les élections changent les dirigeants.

Les partis se succèdent.

Les majorités varient.

Pourtant, une structure permanente subsiste.

Une minorité gouverne.

La majorité est gouvernée.

Cette situation conduit certains auteurs à parler d'« oligarchie élective ».

L'expression peut sembler provocatrice.

Elle ne signifie pas que les élections sont inutiles ou truquées.

Elle désigne simplement un paradoxe :

le peuple choisit ses gouvernants, mais il ne gouverne pas lui-même.

La souveraineté populaire existe principalement au moment du vote.

L'exercice quotidien du pouvoir appartient à une minorité spécialisée.

La distance invisible

La professionnalisation du pouvoir ne crée pas seulement une distance sociale.

Elle crée également une distance psychologique.

Les gouvernants et les gouvernés finissent parfois par ne plus percevoir les mêmes urgences.

Ce qui apparaît évident à l'un semble secondaire à l'autre.

Les institutions parlent de réformes structurelles.

Les citoyens parlent du coût de la vie.

Les administrations raisonnent en procédures.

Les individus raisonnent en expériences concrètes.

Cette divergence ne conduit pas nécessairement au conflit.

Mais elle peut produire une incompréhension croissante.

Lorsque cette incompréhension s'accumule, la confiance se fragilise.

Et lorsque la confiance disparaît, la légitimité devient plus difficile à maintenir.

Le paradoxe démocratique

Nous pouvons désormais identifier un paradoxe central des démocraties modernes.

Pour fonctionner efficacement, elles ont besoin de spécialistes.

Mais plus ces spécialistes se professionnalisent, plus ils risquent de s'éloigner des citoyens qu'ils représentent.

Pour gouverner des sociétés complexes, elles ont besoin d'institutions puissantes.

Mais plus ces institutions se renforcent, plus elles peuvent limiter l'influence directe du peuple.

La démocratie moderne cherche donc constamment un équilibre.

Trop de professionnalisation éloigne les gouvernants.

Trop peu de professionnalisation fragilise l'action publique.

Toute la difficulté consiste à maintenir un lien vivant entre compétence et souveraineté populaire.

Une nouvelle étape

La professionnalisation du pouvoir n'est cependant qu'une partie du phénomène.

Car les responsables politiques ne gouvernent pas seuls.

Ils s'appuient sur un ensemble toujours plus vaste de règles, de procédures et d'organisations.

À mesure que les sociétés se complexifient, les institutions produisent davantage de normes.

Davantage de règlements.

Davantage de contrôles.

Davantage d'administrations.

Cette croissance permanente constitue l'une des caractéristiques majeures de l'État contemporain.

Et elle soulève une nouvelle question.

À partir de quel moment l'accumulation des règles finit-elle par éloigner les citoyens du pouvoir qu'elles sont censées organiser ?

C'est cette interrogation qui ouvre la troisième partie de notre réflexion.

Troisième partie

L'empire des institutions

Chapitre 7

L'inflation des lois

Dans les démocraties modernes, peu de phénomènes sont aussi visibles et pourtant aussi peu discutés que l'accumulation permanente des règles.

Chaque année, de nouvelles lois sont votées.

De nouveaux décrets sont publiés.

De nouvelles procédures sont instaurées.

De nouvelles autorités sont créées.

Cette évolution paraît naturelle.

Les sociétés deviennent plus complexes.

Les problèmes se multiplient.

Les gouvernements cherchent des solutions.

Les institutions produisent alors de nouvelles normes.

À première vue, ce processus semble logique.

Pourtant, il soulève une question fondamentale :

à partir de quel moment la multiplication des règles cesse-t-elle d'augmenter la maîtrise collective pour produire l'effet inverse ?

La promesse de la règle

Toute règle poursuit un objectif légitime.

Elle vise généralement à résoudre un problème.

À prévenir un abus.

À organiser une activité.

À protéger un droit.

Dans une société moderne, il serait impossible de vivre sans règles communes.

Le droit protège les contrats.

Garantit les libertés.

Encadre l'action publique.

Assure une certaine prévisibilité des comportements.

La critique de l'inflation normative ne consiste donc pas à réclamer l'absence de règles.

Elle consiste à s'interroger sur leur accumulation.

Car il existe une différence entre disposer de règles nécessaires et produire continuellement de

nouvelles normes.

L'accumulation sans fin

Lorsqu'un problème apparaît, la réponse politique consiste souvent à créer une nouvelle règle.

Une crise financière ?

Nouvelle réglementation.

Un scandale administratif ?

Nouvelle procédure.

Un conflit social ?

Nouvelle loi.

Cette logique possède une certaine efficacité immédiate.

Elle permet aux gouvernants de montrer qu'ils agissent.

Elle donne l'impression que chaque difficulté reçoit une réponse.

Mais elle produit également un effet cumulatif.

Les anciennes règles disparaissent rarement.

Les nouvelles viennent généralement s'ajouter aux précédentes.

Année après année, les textes s'accumulent.

Les procédures se superposent.

Les exceptions se multiplient.

Le système devient progressivement plus dense et plus difficile à comprendre.

Le citoyen face au labyrinthe

L'une des conséquences les plus importantes de cette évolution concerne le rapport des citoyens au droit.

Dans une démocratie idéale, les individus devraient pouvoir comprendre les règles qui les gouvernent.

Cette compréhension est essentielle.

Car obéir à une règle que l'on comprend n'est pas la même chose qu'obéir à une règle que l'on ignore.

Pourtant, la complexité croissante des systèmes juridiques rend cette compréhension de plus en plus difficile.

Les textes deviennent plus nombreux.

Plus techniques.

Plus spécialisés.

Le citoyen ordinaire ne peut plus raisonnablement connaître l'ensemble des règles qui s'appliquent à lui.

Il dépend alors d'intermédiaires :

- avocats ;
- experts ;

- administrations ;
- conseillers spécialisés.

Cette dépendance modifie profondément la relation entre le peuple et le pouvoir.

Le droit cesse progressivement d'apparaître comme une expression collective de la volonté politique.

Il devient un domaine réservé aux spécialistes.

L'administration comme interprète

Plus les règles se multiplient, plus leur application nécessite une administration importante.

Les textes doivent être interprétés.

Contrôlés.

Appliqués.

Coordonnés.

L'administration acquiert ainsi un rôle croissant.

Elle ne se contente plus d'exécuter les décisions politiques.

Elle participe également à leur mise en forme concrète.

Dans de nombreux cas, la manière dont une règle est appliquée produit autant d'effets que la règle elle-même.

Cette situation renforce l'influence des structures administratives.

Le pouvoir réel ne réside plus uniquement dans la décision politique.

Il réside également dans sa traduction bureaucratique.

La logique bureaucratique

Le développement des administrations répond à des besoins réels.

Les États modernes gèrent des domaines extrêmement complexes :

- santé ;
- éducation ;
- sécurité ;
- fiscalité ;
- transports ;
- protection sociale.

Ces missions exigent des organisations compétentes.

Cependant, toute bureaucratie développe progressivement ses propres mécanismes.

Elle produit :

- des formulaires ;
- des procédures ;
- des contrôles ;

- des hiérarchies ;
- des indicateurs.

Ces outils permettent d'assurer la cohérence du système.

Mais ils peuvent également éloigner les institutions de leur objectif initial.

L'application correcte de la procédure finit parfois par devenir plus importante que le résultat recherché.

Le respect du règlement prend le pas sur la résolution du problème.

La République administrative

Au fil du temps, la République moderne s'est largement transformée en République administrative.

Cette évolution est rarement mise en avant dans les discours officiels.

Pourtant, elle structure profondément la vie quotidienne.

Le citoyen rencontre davantage l'administration que les élus.

Il remplit des formulaires.

Répond à des procédures.

Interagit avec des services publics.

Respecte des réglementations.

La présence concrète de l'État passe essentiellement par cet appareil administratif.

Ainsi, lorsque les citoyens jugent les institutions, ils ne jugent pas seulement les principes républicains.

Ils jugent également l'expérience quotidienne qu'ils font de la bureaucratie.

L'éloignement de la décision

Un autre effet de l'inflation normative réside dans l'éloignement progressif des centres de décision.

Plus les systèmes deviennent complexes, plus les décisions sont réparties entre différentes structures.

Les responsabilités se fragmentent.

Les compétences se divisent.

Les niveaux de décision se multiplient.

Pour le citoyen, identifier le responsable d'une décision devient souvent difficile.

Qui a décidé ?

Le gouvernement ?

Le parlement ?

L'administration ?

Une autorité indépendante ?

Une collectivité territoriale ?

Une juridiction ?

Cette dispersion produit une conséquence politique majeure.

Lorsque la responsabilité devient difficile à localiser, le contrôle démocratique devient plus compliqué.

Le sentiment d'impuissance

L'accumulation des règles ne produit pas seulement de la complexité.

Elle produit également un sentiment particulier : l'impuissance.

De nombreux citoyens ont l'impression que les décisions qui les concernent sont prises loin d'eux.

Selon des mécanismes qu'ils comprennent mal.

Par des acteurs qu'ils ne connaissent pas.

Ce sentiment ne signifie pas nécessairement que les institutions fonctionnent mal.

Il signifie que leur fonctionnement devient difficilement perceptible.

Or la démocratie repose en partie sur la compréhension.

Les citoyens doivent pouvoir relier les décisions publiques à ceux qui les prennent.

Lorsque ce lien disparaît, la confiance s'affaiblit.

Gouverner par la norme

Cette évolution révèle une transformation plus profonde.

Dans les sociétés contemporaines, le pouvoir s'exerce de moins en moins par des ordres directs.

Il s'exerce de plus en plus par des dispositifs normatifs.

Le gouvernement n'impose pas seulement.

Il encadre.

Oriente.

Réglemente.

Conditionne.

Le citoyen reste libre dans de nombreux domaines.

Mais cette liberté s'exerce à l'intérieur d'un réseau de règles toujours plus dense.

Cette forme de pouvoir est souvent moins visible que la contrainte traditionnelle.

Elle n'en est pas moins réelle.

Une question démocratique

L'enjeu n'est pas de savoir s'il faut des lois.

Toute société en a besoin.

L'enjeu est de déterminer jusqu'où peut s'étendre la production normative sans affaiblir la compréhension et la participation citoyennes.

Car la démocratie suppose davantage que l'obéissance aux règles.

Elle suppose que les citoyens puissent reconnaître ces règles comme les leurs.

Plus les normes se multiplient.

Plus elles deviennent techniques.

Plus elles semblent éloignées de la volonté populaire.

La République gagne alors en capacité d'organisation.

Mais elle risque de perdre une partie de son caractère populaire.

Nous retrouvons ici le paradoxe central de cet ouvrage.

Les institutions se renforcent pour mieux gouverner.

Mais ce renforcement peut éloigner ceux qu'elles prétendent représenter.

Cette dynamique devient encore plus visible lorsque le pouvoir politique s'appuie de plus en plus sur des spécialistes et des experts.

Car à mesure que les règles se complexifient, ceux qui les maîtrisent acquièrent une influence croissante.

C'est cette montée en puissance de l'expertise que nous allons maintenant examiner.

La démocratie du citoyen laisse alors progressivement place à ce que certains appellent la technocratie.

Chapitre 8

La technocratie

Dans les démocraties modernes, les citoyens élisent des représentants pour prendre des décisions en leur nom. C'est du moins le principe affiché.

Pourtant, lorsqu'on observe le fonctionnement concret des institutions, une réalité plus complexe apparaît.

Entre la volonté populaire et la décision finale s'interposent une multitude d'acteurs qui ne sont pas élus :

- hauts fonctionnaires ;
- experts ;
- autorités administratives ;
- conseillers ;
- économistes ;
- juristes ;
- organismes spécialisés.

Leur influence est souvent discrète.

Parfois invisible.

Mais elle est devenue essentielle.

Cette évolution soulève une question fondamentale :

dans les sociétés contemporaines, qui gouverne réellement ?

Le règne de la compétence

L'argument en faveur de l'expertise paraît difficile à contester.

Les sociétés modernes sont extraordinairement complexes.

La gestion d'un réseau électrique, d'un système bancaire, d'une politique monétaire ou d'un programme spatial exige des connaissances spécialisées.

Aucun citoyen, aucun parlementaire, aucun ministre ne peut maîtriser seul l'ensemble de ces domaines.

Le recours à des experts apparaît donc inévitable.

Le spécialiste devient un acteur indispensable du gouvernement moderne.

Cette nécessité est réelle.

Mais elle produit une conséquence politique importante.

Le savoir devient une source de pouvoir.

Plus une question est technique, plus ceux qui possèdent les connaissances nécessaires acquièrent d'influence.

Du gouvernement des citoyens au gouvernement des spécialistes

La démocratie repose théoriquement sur l'égalité politique.

Chaque citoyen possède une voix.

Chaque vote compte.

Chaque individu participe, au moins en principe, à la souveraineté collective.

L'expertise repose sur une logique différente.

Elle repose sur la compétence.

Sur la maîtrise d'un domaine.

Sur l'autorité du savoir.

Cette différence est fondamentale.

La démocratie demande :

« Que veut le peuple ? »

La technocratie demande :

« Quelle est la meilleure solution ? »

Ces deux questions ne sont pas toujours incompatibles.

Mais elles ne sont pas identiques.

Car déterminer ce qui est techniquement efficace n'est pas nécessairement la même chose que déterminer ce qui est politiquement souhaitable.

Le glissement silencieux

L'influence des experts ne résulte généralement pas d'une prise de pouvoir délibérée.

Elle s'installe progressivement.

Chaque problème complexe appelle une expertise spécifique.

Chaque expertise produit des recommandations.

Chaque recommandation influence les décideurs.

Peu à peu, les choix politiques sont présentés non plus comme des choix, mais comme des nécessités.

Les gouvernants ne disent plus :

« Nous avons choisi cette politique. »

Ils expliquent :

« Les experts considèrent qu'il n'existe pas d'autre solution. »

Cette évolution modifie profondément le débat démocratique.

Une décision politique peut être contestée.

Une nécessité technique paraît beaucoup plus difficile à remettre en question.

La disparition du conflit politique

Toute démocratie repose sur le désaccord.

Les citoyens peuvent défendre des visions différentes du bien commun.

Ils peuvent préférer davantage de liberté ou davantage de sécurité.

Davantage de croissance ou davantage d'égalité.

Davantage de protection sociale ou davantage d'autonomie individuelle.

Ces arbitrages relèvent de la politique.

Ils impliquent des valeurs.

Des préférences.

Des choix collectifs.

La technocratie tend parfois à transformer ces conflits en questions techniques.

Ce qui relevait autrefois du débat devient un problème d'expertise.

La politique n'est plus présentée comme un affrontement légitime de visions du monde.

Elle devient une question de bonne gestion.

Or une société ne se réduit jamais à un problème de gestion.

L'autorité des chiffres

La montée en puissance de la technocratie s'accompagne d'une autre évolution : le règne des indicateurs.

Les institutions modernes mesurent tout :

- croissance ;
- inflation ;
- chômage ;
- dette ;
- performances scolaires ;

- productivité ;
- sécurité.

Cette quantification possède des avantages considérables.

Elle permet de comparer.

D'évaluer.

De corriger.

Mais elle comporte également une limite.

Tout ce qui compte n'est pas toujours mesurable.

Et tout ce qui est mesurable n'est pas forcément ce qui compte le plus.

Une société peut afficher de bons indicateurs économiques tout en connaissant un profond malaise politique.

Un service public peut satisfaire ses objectifs statistiques tout en suscitant un fort mécontentement.

Les chiffres éclairent la réalité.

Ils ne la remplacent pas.

Les hauts fonctionnaires : les gouvernants invisibles ?

Les élections attirent l'attention.

Les campagnes passionnent les médias.

Les changements de gouvernement occupent les débats.

Mais derrière cette agitation visible existe une autre réalité.

L'administration demeure.

Les ministres passent.

Les directeurs restent.

Les majorités changent.

Les structures administratives persistent.

Cette continuité constitue l'une des forces de l'État moderne.

Elle garantit la stabilité.

Elle évite les ruptures brutales.

Cependant, elle confère également une influence considérable aux hauts fonctionnaires.

Ce sont eux qui connaissent les dossiers.

Rédigent de nombreux textes.

Préparent les décisions.

Conseillent les responsables politiques.

Dans certains cas, ils orientent fortement les choix possibles.

Le pouvoir administratif devient alors un pouvoir discret mais réel.

Le citoyen face à l'expertise

Pour le citoyen ordinaire, cette situation crée un problème particulier.

Comment débattre d'une décision présentée comme purement technique ?

Comment contester une mesure justifiée par des rapports spécialisés, des données complexes ou des analyses réservées à quelques initiés ?

L'écart entre l'expertise et le public peut produire un sentiment d'exclusion.

Le citoyen comprend qu'il ne possède pas toutes les connaissances nécessaires.

Mais il refuse parfois que cette ignorance relative l'écarte totalement de la décision.

Après tout, les conséquences des politiques publiques concernent l'ensemble de la population.

Pourquoi seuls certains acteurs seraient-ils jugés compétents pour en discuter ?

L'expert et le citoyen

Cette tension oppose deux légitimités.

La première repose sur le savoir.

La seconde repose sur la souveraineté populaire.

L'expert affirme :

« Je connais le problème. »

Le citoyen répond :

« Je subirai les conséquences. »

Les deux arguments possèdent une part de vérité.

Une démocratie mature doit donc chercher à les concilier.

Ni le gouvernement exclusif des experts.

Ni le rejet systématique des connaissances spécialisées.

Le défi consiste à maintenir le savoir au service de la décision politique sans permettre qu'il se substitue entièrement à elle.

La neutralité impossible

Les technocraties aiment se présenter comme neutres.

Leur légitimité repose souvent sur cette image.

Elles ne défendraient pas des intérêts.

Elles ne poursuivraient pas des objectifs idéologiques.

Elles appliqueraient simplement les solutions les plus rationnelles.

Cette prétention mérite pourtant d'être examinée.

Aucune expertise n'existe totalement en dehors des valeurs.

Choisir ce qu'il faut mesurer.

Déterminer ce qui constitue une priorité.

Définir ce qu'est un risque acceptable.

Toutes ces décisions comportent une dimension politique.

Même le spécialiste le plus compétent doit faire des choix.

Et tout choix implique une hiérarchie de préférences.

La neutralité absolue n'existe pas.

La nouvelle légitimité

Pendant longtemps, les régimes politiques tiraient leur légitimité de la tradition, de la religion ou de la force.

Les démocraties modernes la tirent principalement du suffrage.

Mais un troisième principe s'est progressivement imposé :

la compétence.

Aujourd'hui, de nombreuses décisions sont justifiées non parce qu'elles ont été explicitement demandées par les citoyens, mais parce qu'elles sont considérées comme rationnelles, efficaces ou scientifiquement fondées.

Cette évolution transforme profondément la nature du pouvoir.

La légitimité électorale demeure.

Mais elle cohabite désormais avec une légitimité technocratique.

Et les deux ne sont pas toujours d'accord.

Une République d'experts ?

La question n'est pas de savoir si les experts sont utiles.

Ils le sont.

La question est de savoir quelle place ils occupent dans le processus démocratique.

Lorsque l'expertise éclaire la décision, elle renforce la démocratie.

Lorsqu'elle remplace la décision, elle la fragilise.

Or la frontière entre les deux situations est parfois difficile à distinguer.

À mesure que les institutions deviennent plus complexes, les citoyens peuvent avoir l'impression que les décisions importantes échappent progressivement au débat public.

Les élections continuent d'exister.

Les gouvernements changent.

Mais une partie croissante du pouvoir semble résider dans des structures permanentes, techniques et relativement éloignées du contrôle populaire direct.

Cette impression conduit à une interrogation plus profonde encore.

Les institutions ont-elles simplement acquis davantage de compétences ?

Ou ont-elles progressivement développé une logique propre, indépendante des citoyens qu'elles prétendent servir ?

C'est cette hypothèse que nous allons maintenant explorer.

Car peut-être que le véritable pouvoir des institutions modernes ne réside pas seulement dans leur force.

Peut-être réside-t-il dans leur capacité à devenir un univers autonome, capable de se reproduire, de se justifier et de se renforcer par lui-même.

C'est ce que nous appellerons la machine institutionnelle.

Chapitre 9

La République comme machine autonome

Au cours des chapitres précédents, nous avons observé plusieurs transformations majeures des démocraties modernes.

La représentation a remplacé la participation directe.

Les élus sont devenus des professionnels.

Les administrations se sont développées.

L'expertise a acquis une influence croissante.

Pris séparément, chacun de ces phénomènes peut sembler normal.

Les sociétés modernes sont vastes.

Complexes.

Interdépendantes.

Elles nécessitent des institutions solides.

Pourtant, lorsqu'on les considère ensemble, une question nouvelle apparaît.

Que se passe-t-il lorsque les institutions deviennent suffisamment puissantes pour fonctionner selon leur propre logique ?

À partir de quel moment cessent-elles d'être uniquement des instruments au service du peuple pour devenir des structures cherchant avant tout à assurer leur propre continuité ?

Une machine sans pilote

Lorsque l'on évoque le pouvoir, l'imagination populaire cherche souvent un responsable identifiable.

Un dirigeant.

Un gouvernement.

Une élite.

Un groupe d'influence.

Cette recherche est compréhensible.

Elle correspond à notre besoin naturel de trouver une cause visible aux événements.

Mais le fonctionnement réel des sociétés modernes est souvent plus complexe.

Le pouvoir n'est pas toujours concentré entre les mains d'un acteur unique.

Il peut résulter de l'interaction de multiples institutions qui poursuivent chacune leurs propres objectifs.

Dans cette situation, personne ne contrôle totalement le système.

Et pourtant, le système continue d'avancer.

Comme une machine dont chaque pièce accomplit sa fonction sans qu'un mécanisme central n'en

dirige consciemment l'ensemble.

La logique de la conservation

Toute organisation cherche à survivre.

Cette tendance est presque universelle.

Une entreprise cherche à préserver ses activités.

Une association cherche à maintenir ses adhérents.

Une administration cherche à conserver ses moyens.

Une institution cherche à justifier son existence.

Cette dynamique n'est ni morale ni immorale.

Elle est structurelle.

Les individus qui composent une organisation ont souvent intérêt à sa pérennité.

Ils développent donc naturellement des comportements favorisant sa conservation.

Le phénomène devient particulièrement important lorsqu'il concerne l'État.

Car l'État dispose de ressources considérables :

- budget ;
- administration ;
- expertise ;
- légitimité juridique ;
- monopole de la contrainte légitime.

Plus une institution possède de moyens, plus sa capacité d'autoconservation est importante.

Les institutions au service des institutions

Dans une démocratie idéale, les institutions existent pour servir les citoyens.

Elles constituent des outils.

Des moyens.

Des instruments d'organisation collective.

Mais au fil du temps, une inversion subtile peut se produire.

Les citoyens commencent à être invités à servir les besoins des institutions.

Le maintien de l'équilibre budgétaire.

La stabilité administrative.

La préservation des procédures.

Le respect des mécanismes existants.

Ces objectifs peuvent être légitimes.

Le problème apparaît lorsqu'ils deviennent prioritaires.

Lorsque la protection du système passe avant les finalités qui justifiaient son existence.

À ce moment-là, les institutions cessent progressivement d'être des moyens.

Elles deviennent des fins.

L'expansion permanente

Une autre caractéristique des grandes structures institutionnelles mérite d'être observée.

Elles tendent rarement à se réduire spontanément.

Une administration créée pour résoudre un problème cherche généralement à démontrer son utilité.

Un organisme public produit des rapports.

Développe des compétences.

Identifie de nouveaux besoins.

Propose de nouvelles missions.

Cette dynamique produit un mouvement d'expansion presque continu.

Chaque problème appelle une structure.

Chaque structure identifie de nouveaux problèmes.

Le système s'étend progressivement.

Cette croissance n'est pas nécessairement planifiée.

Elle résulte souvent de l'accumulation de décisions rationnelles prises localement.

Mais son effet global est considérable.

L'appareil institutionnel devient toujours plus vaste.

Toujours plus complexe.

Toujours plus difficile à contrôler dans son ensemble.

Le citoyen face à la machine

Pour le citoyen ordinaire, cette évolution produit une impression particulière.

Il a le sentiment que les institutions existent partout.

Dans les démarches administratives.

Dans les obligations réglementaires.

Dans les procédures fiscales.

Dans les politiques publiques.

Dans les mécanismes de contrôle.

Pourtant, il éprouve simultanément des difficultés à identifier les responsables réels.

Le système apparaît à la fois omniprésent et impersonnel.

Il agit.

Décide.

Réglemente.

Mais personne ne semble en assumer entièrement la direction.

Cette situation nourrit souvent un sentiment de frustration démocratique.

Le citoyen sait qu'il est gouverné.

Mais il ne sait plus exactement par qui.

La légitimité comme ressource

Aucune institution ne peut survivre durablement sans légitimité.

Même les structures les plus puissantes ont besoin d'une justification.

Elles doivent convaincre la population qu'elles sont nécessaires.

Utiles.

Protectrices.

La légitimité devient ainsi une ressource aussi importante que le budget ou l'autorité juridique.

C'est pourquoi les institutions modernes consacrent une attention croissante à leur image.

Elles communiquent.

Expliquent leurs décisions.

Produisent des rapports.

Diffusent des indicateurs.

Présentent leurs résultats.

Cette activité n'est pas purement décorative.

Elle participe directement à la reproduction du système.

Plus les institutions apparaissent indispensables, plus leur existence semble naturelle.

Le cercle de la légitimation

Une mécanique particulière se met alors en place.

Les institutions produisent des règles.

Les règles justifient l'existence des institutions.

Les institutions appliquent les règles.

Puis l'existence des règles sert à démontrer la nécessité des institutions.

Le système se nourrit partiellement de lui-même.

Cette logique ne signifie pas que les institutions sont inutiles.

Elle signifie simplement qu'elles développent progressivement leur propre capacité d'autolégitimation.

Elles ne dépendent plus exclusivement du consentement populaire immédiat.

Elles disposent de mécanismes internes qui renforcent leur stabilité.

La démocratie comme perturbation

Du point de vue institutionnel, la démocratie présente une caractéristique particulière.

Elle introduit de l'incertitude.

Les citoyens peuvent changer d'avis.

Contester.

Revendiquer.

Réclamer des réformes.

Modifier les équilibres existants.

Autrement dit, la démocratie perturbe régulièrement le fonctionnement stabilisé des institutions.

Cette observation permet de comprendre certaines tensions récurrentes.

Les mouvements populaires apparaissent souvent comme imprévisibles.

Ils échappent aux procédures habituelles.

Ils remettent parfois en cause des décisions déjà prises.

Pour les institutions, ils représentent une source de désordre potentiel.

Pour les citoyens qui y participent, ils représentent au contraire l'expression directe de la souveraineté populaire.

Nous retrouvons ici l'opposition fondamentale entre logique institutionnelle et logique démocratique.

L'ordre contre la participation

La République moderne cherche en permanence à concilier deux exigences.

La première est l'ordre.

La seconde est la participation.

Tant que ces deux objectifs convergent, le système fonctionne relativement harmonieusement.

Mais lorsque des tensions apparaissent, un choix implicite doit souvent être effectué.

Faut-il privilégier la stabilité des institutions ?

Ou la pression populaire ?

Faut-il protéger les procédures ?

Ou répondre immédiatement aux revendications ?

Ces arbitrages révèlent souvent la véritable hiérarchie des priorités d'un régime politique.

Ils montrent ce que le système considère comme essentiel.

Le peuple comme source et comme menace

Nous arrivons ici à l'un des paradoxes les plus profonds des démocraties contemporaines.

Le peuple constitue la source officielle de la légitimité.

Tout pouvoir affirme agir en son nom.

Toutes les institutions prétendent le représenter.

Toutes les lois sont censées procéder de sa souveraineté.

Mais ce même peuple peut parfois être perçu comme une menace lorsqu'il agit en dehors des mécanismes prévus.

Lorsqu'il manifeste massivement.

Lorsqu'il rejette certaines décisions.

Lorsqu'il remet en cause le fonctionnement des institutions.

Le peuple est alors simultanément présenté comme souverain et comme perturbateur.

Cette contradiction traverse toute l'histoire des démocraties modernes.

Une question décisive

La République moderne est-elle encore principalement un instrument de la souveraineté populaire ?

Ou est-elle devenue un système institutionnel doté d'une logique propre, capable de poursuivre sa reproduction indépendamment des citoyens ?

La réponse n'est probablement ni totalement positive ni totalement négative.

Les institutions demeurent largement dépendantes du consentement populaire.

Mais elles disposent également d'une autonomie croissante.

Comprendre cette tension est essentiel.

Car elle permet d'expliquer de nombreux conflits contemporains entre gouvernants et gouvernés.

Ces conflits apparaissent avec une particulière intensité lorsque les citoyens descendent dans la rue pour contester les décisions prises en leur nom.

À ce moment-là, deux légitimités se font face.

La légitimité institutionnelle.

Et la légitimité populaire.

C'est cette confrontation que nous allons maintenant examiner.

Elle constitue l'un des moments les plus révélateurs de la relation entre République et démocratie.

Quatrième partie

Le peuple contre ses représentants

Chapitre 10

Les manifestations et la question de la légitimité

Dans les démocraties modernes, les élections sont généralement présentées comme la principale source de légitimité politique.

Les citoyens votent.

Les représentants sont désignés.

Le gouvernement agit.

Cette séquence constitue le récit officiel de la souveraineté populaire.

Pourtant, l'histoire politique ne s'arrête jamais au soir d'une élection.

Les citoyens continuent de vivre.

De travailler.

De subir les conséquences des décisions publiques.

Et parfois, ils contestent.

Ils manifestent.

Ils font grève.

Ils occupent des espaces publics.

Ils organisent des rassemblements.

À ces moments-là, une question fondamentale surgit :

qui parle réellement au nom du peuple ?

Les élus issus des urnes ?

Ou les citoyens mobilisés dans l'espace public ?

La rue contre les institutions ?

Les responsables politiques présentent souvent cette opposition comme un faux débat.

Selon eux, la légitimité démocratique réside dans le vote.

Les manifestations permettent d'exprimer une opinion.

Mais elles ne remplacent pas les élections.

Cet argument possède une logique évidente.

Une démocratie ne peut fonctionner si chaque décision est annulée par la pression du moment.

Les institutions existent précisément pour garantir une certaine stabilité.

Cependant, les mouvements sociaux avancent un raisonnement différent.

Ils rappellent que les élections ne donnent pas un blanc-seing illimité.

Un gouvernement peut être légalement élu tout en perdant progressivement le soutien d'une partie importante de la population.

Dans cette perspective, la manifestation apparaît comme un moyen de rappeler aux représentants que la souveraineté populaire ne disparaît pas entre deux scrutins.

Deux formes de légitimité

La tension provient du fait que deux formes de légitimité coexistent.

La première est institutionnelle.

Elle repose sur les élections, les lois et les procédures.

La seconde est populaire.

Elle repose sur l'expression directe des citoyens.

La première privilégie la stabilité.

La seconde privilégie l'intervention immédiate.

La première est organisée.

La seconde est spontanée.

La première s'inscrit dans le temps long.

La seconde surgit souvent dans l'urgence.

Ces deux légitimités ne sont pas nécessairement incompatibles.

Mais elles peuvent entrer en conflit lorsque les institutions et une partie significative de la population défendent des positions opposées.

Le peuple invisible

Une particularité des démocraties représentatives mérite d'être soulignée.

Le peuple y est largement invisible.

Entre deux élections, il n'existe pas comme acteur collectif clairement identifié.

Il est dispersé.

Fragmenté.

Occupé par ses activités quotidiennes.

Les institutions parlent alors en son nom.

Les gouvernements affirment représenter sa volonté.

Les administrations appliquent les décisions prises pour son bien.

Cette situation fonctionne relativement bien tant qu'aucune contestation majeure n'apparaît.

Mais lorsqu'un mouvement social mobilise des centaines de milliers ou des millions de personnes, le peuple redevient visible.

Il cesse d'être une abstraction.

Il prend corps dans l'espace public.

Et cette réapparition perturbe les mécanismes habituels de la représentation.

La peur du désordre

Toutes les institutions entretiennent une relation ambivalente avec les mobilisations populaires.

D'un côté, elles reconnaissent leur légitimité démocratique.

De l'autre, elles redoutent leurs effets.

Cette inquiétude n'est pas totalement irrationnelle.

Les grandes mobilisations peuvent perturber :

- les transports ;
- l'activité économique ;
- le fonctionnement administratif ;
- l'ordre public.

Elles introduisent une part d'incertitude.

Or les institutions sont construites précisément pour réduire l'incertitude.

Leur vocation est d'organiser.

De prévoir.

De stabiliser.

Le mouvement populaire agit souvent à l'inverse.

Il interrompt le fonctionnement ordinaire.

Il remet en question les décisions déjà prises.

Il oblige le pouvoir à réagir.

Cette différence explique pourquoi les gouvernements invoquent fréquemment l'ordre lorsqu'ils sont confrontés à une contestation importante.

Qui représente le peuple ?

Lorsqu'un gouvernement affirme disposer d'une légitimité électorale et qu'un mouvement social revendique une légitimité populaire, une question difficile apparaît.

Qui représente réellement le peuple ?

La réponse semble simple lorsqu'une majorité claire s'exprime dans les urnes.

Elle devient beaucoup plus complexe lorsque les situations évoluent.

Un gouvernement élu plusieurs années auparavant peut-il prétendre représenter fidèlement une opinion publique profondément transformée ?

Une manifestation importante représente-t-elle l'ensemble de la population ou seulement une partie d'entre elle ?

Ces interrogations n'admettent pas de réponse définitive.

Elles révèlent simplement que la souveraineté populaire est plus difficile à localiser qu'on ne l'imagine souvent.

La mémoire des révolutions

Les régimes contemporains sont héritiers d'une histoire paradoxale.

Beaucoup sont nés de révolutions, de soulèvements ou de mouvements populaires.

Ils célèbrent parfois ces événements comme des moments fondateurs.

Pourtant, une fois installées, les institutions regardent souvent avec méfiance les formes de mobilisation qui leur ont donné naissance.

Ce paradoxe n'est pas nouveau.

Chaque pouvoir issu d'une contestation finit par valoriser la stabilité qu'il contribue désormais à maintenir.

Les révolutionnaires deviennent gouvernants.

Les contestataires deviennent administrateurs.

Et les institutions qui étaient autrefois des instruments de changement deviennent progressivement des instruments de conservation.

La rue comme rappel démocratique

Les manifestations ne sont pas seulement des moyens de pression.

Elles remplissent également une fonction symbolique.

Elles rappellent que le peuple ne se réduit pas aux procédures institutionnelles.

Qu'il existe en dehors des échéances électorales.

Qu'il peut se rassembler.

Délibérer.

Agir collectivement.

Dans cette perspective, la mobilisation populaire apparaît comme un complément de la démocratie représentative.

Elle empêche les institutions d'oublier leur fondement.

Elle rappelle que la souveraineté populaire n'est pas uniquement un principe juridique.

Elle est également une réalité sociale.

Les limites de la mobilisation

Il serait toutefois naïf d'idéaliser les mouvements populaires.

Eux aussi possèdent leurs limites.

Une manifestation ne représente pas nécessairement l'ensemble de la société.

Les mobilisations peuvent être inégalement réparties.

Certaines catégories de population participent davantage que d'autres.

La rue ne constitue donc pas automatiquement une expression parfaite de la volonté générale.

Cette observation est importante.

Car elle montre que le problème n'oppose pas simplement les institutions au peuple.

Il oppose différentes manières de faire exister politiquement le peuple.

Par le vote.

Par la mobilisation.

Par la délibération.

Par l'action collective.

Aucune de ces formes n'est totalement suffisante à elle seule.

Une crise de confiance

Lorsque les mouvements sociaux se multiplient, ils révèlent souvent quelque chose de plus profond qu'un simple désaccord ponctuel.

Ils expriment une crise de confiance.

Les citoyens mobilisés ne contestent pas uniquement une mesure particulière.

Ils remettent parfois en cause leur capacité à être entendus par les institutions.

Ils ont le sentiment que les mécanismes ordinaires de la représentation ne fonctionnent plus correctement.

Le mouvement social devient alors un moyen de rendre visible ce qui restait invisible.

Une manière de forcer l'écoute.

Une manière de rappeler leur existence politique.

Le véritable enjeu

Au fond, le conflit entre les institutions et les mobilisations populaires ne porte pas seulement sur des revendications précises.

Il porte sur la définition même de la démocratie.

La démocratie consiste-t-elle principalement à choisir périodiquement des gouvernants ?

Ou implique-t-elle une intervention plus continue des citoyens dans la vie publique ?

La réponse à cette question détermine largement notre manière d'interpréter les mouvements sociaux.

Pour certains, ils menacent l'ordre démocratique.

Pour d'autres, ils en constituent l'une des expressions les plus authentiques.

Cette tension devient encore plus visible lorsque les gouvernements décident de recourir à la contrainte pour maintenir l'ordre.

Car alors apparaît une question particulièrement délicate.

Comment un pouvoir qui agit au nom du peuple peut-il en venir à employer la force contre une partie du peuple lui-même ?

C'est cette contradiction que nous allons maintenant examiner.

Chapitre 11

Réprimer au nom du peuple

Parmi toutes les contradictions des démocraties modernes, il en est une qui suscite régulièrement l'incompréhension.

Comment un pouvoir qui affirme gouverner au nom du peuple peut-il être conduit à utiliser la force contre une partie de ce même peuple ?

La question n'est pas nouvelle.

Elle traverse l'histoire de tous les régimes politiques.

Mais elle prend une dimension particulière dans les démocraties représentatives.

Dans une monarchie absolue, le souverain peut justifier la répression par son autorité propre.

Dans une dictature, le pouvoir s'appuie sur la force ou sur une idéologie officielle.

Dans une démocratie, la situation est différente.

Le gouvernement affirme tirer sa légitimité des citoyens eux-mêmes.

Lorsqu'il réprime une contestation populaire, il se trouve donc confronté à un paradoxe : il agit au nom d'un peuple contre une partie de ce peuple.

Le monopole de la contrainte

Pour comprendre cette situation, il faut revenir à une caractéristique fondamentale de l'État moderne.

Toute organisation politique durable revendique le monopole de la contrainte légitime.

Autrement dit, elle s'attribue le droit exclusif d'utiliser la force dans certaines circonstances.

Police.

Justice.

Armée.

Administration pénitentiaire.

Ces institutions existent pour faire respecter les décisions collectives.

Sans elles, les lois ne seraient que des recommandations.

Les gouvernements considèrent donc généralement que l'usage de la contrainte est parfois nécessaire à la préservation de l'ordre public.

Cette logique est largement admise.

La difficulté apparaît lorsque la contestation provient précisément des citoyens au nom desquels cet ordre est censé être maintenu.

L'ordre comme justification

Face à un mouvement social, les gouvernements invoquent presque toujours la même justification.

Ils affirment agir pour préserver l'ordre.

Ce mot occupe une place centrale dans le vocabulaire politique.

L'ordre désigne la continuité des activités sociales.

La sécurité des personnes.

Le respect des lois.

La stabilité des institutions.

Ces objectifs peuvent être légitimes.

Peu de citoyens souhaitent vivre dans une situation de violence permanente ou de chaos.

Mais la notion d'ordre possède également une dimension politique.

Car elle conduit à distinguer les comportements considérés comme acceptables de ceux qui sont jugés menaçants.

Et cette distinction n'est jamais totalement neutre.

Quand le désordre devient politique

Une manifestation pacifique est généralement tolérée.

Une grève est souvent reconnue comme un droit.

Une mobilisation collective peut être admise comme une expression normale de la vie démocratique.

Mais à partir de quel moment ces actions cessent-elles d'être perçues comme légitimes ?

La réponse dépend rarement de critères purement juridiques.

Elle dépend aussi du contexte politique.

Une mobilisation limitée peut être ignorée.

Une mobilisation massive devient plus difficile à contenir.

Plus un mouvement remet en cause les décisions du pouvoir, plus il risque d'être présenté comme une menace pour l'ordre établi.

Le conflit ne porte alors plus seulement sur les revendications.

Il porte sur la définition même de la légitimité.

Le pouvoir et la contestation

Tout pouvoir accepte plus facilement la contestation lorsqu'elle demeure symbolique.

Les difficultés apparaissent lorsque la contestation devient efficace.

Lorsqu'elle bloque une réforme.

Interrompt l'activité économique.

Paralyse certaines institutions.

Ou remet en cause l'autorité gouvernementale.

À ce stade, le pouvoir se trouve face à un choix difficile.

Céder.

Négocier.

Ou maintenir sa décision.

Lorsqu'il choisit cette dernière option, il peut être conduit à mobiliser les instruments de coercition dont il dispose.

La police intervient.

Les rassemblements sont encadrés.

Les procédures judiciaires se multiplient.

Le conflit social devient alors un conflit entre deux formes de légitimité.

Deux récits opposés

Dans ces situations, deux récits concurrents émergent presque toujours.

Le premier est celui du gouvernement.

Il affirme défendre les institutions, la loi et l'intérêt général.

Selon cette perspective, l'usage de la force vise à protéger la collectivité contre le désordre.

Le second est celui des contestataires.

Ils considèrent souvent que les institutions ne remplissent plus correctement leur mission.

Selon eux, la mobilisation devient nécessaire précisément parce que les mécanismes ordinaires de la représentation se révèlent insuffisants.

Ainsi, les deux camps invoquent fréquemment la démocratie.

Les uns pour justifier l'autorité.

Les autres pour justifier la contestation.

La violence invisible

Lorsqu'on évoque la répression, l'attention se porte généralement sur les formes visibles de la contrainte.

Interventions policières.

Arrestations.

Usage de la force.

Mais il existe également des formes plus discrètes de coercition.

La réglementation.

Les sanctions administratives.

Les contraintes économiques.

Les procédures juridiques.

Toutes ces pratiques participent à la capacité de l'État à faire respecter ses décisions.

Elles sont souvent perçues comme normales parce qu'elles s'inscrivent dans un cadre légal.

Pourtant, elles contribuent elles aussi à maintenir un certain ordre politique.

La force de l'État moderne réside précisément dans sa capacité à exercer son autorité sans avoir constamment recours à la violence physique.

Le consentement avant la force

Les démocraties contemporaines ne reposent pas principalement sur la contrainte.

Elles reposent d'abord sur le consentement.

La majorité des citoyens respectent les lois non parce qu'ils craignent une sanction immédiate, mais parce qu'ils considèrent les institutions comme légitimes.

Cette légitimité réduit considérablement le coût de l'exercice du pouvoir.

Un gouvernement soutenu par la population a peu besoin de recourir à la force.

Inversement, plus la confiance diminue, plus les mécanismes de contrôle deviennent importants.

La répression apparaît alors souvent comme le symptôme d'une difficulté plus profonde.

Elle révèle une rupture partielle du consensus entre gouvernants et gouvernés.

Le paradoxe démocratique

Nous retrouvons ici une contradiction fondamentale.

Les institutions démocratiques prétendent représenter le peuple.

Mais lorsqu'une partie du peuple s'oppose à elles, elles peuvent être conduites à employer les moyens coercitifs de l'État.

Cette situation ne signifie pas nécessairement que la démocratie a disparu.

Toute société doit arbitrer entre des intérêts divergents.

Le problème est ailleurs.

Il réside dans la manière dont cette contrainte est justifiée.

Le pouvoir agit-il pour protéger les citoyens ?

Ou agit-il pour protéger sa propre stabilité ?

La frontière entre ces deux objectifs est parfois difficile à distinguer.

La légitimité mise à l'épreuve

Les périodes de conflit social constituent des moments de vérité pour les institutions.

Tant que le consensus existe, la légitimité paraît naturelle.

Elle est rarement questionnée.

Mais lorsque la contestation s'intensifie, les fondements du pouvoir deviennent visibles.

Les gouvernements doivent alors démontrer qu'ils agissent réellement dans l'intérêt général.

Les citoyens doivent décider s'ils continuent à reconnaître cette prétention.

La légitimité cesse d'être un principe abstrait.

Elle devient un rapport de confiance concret.

Une interrogation persistante

Chaque épisode de confrontation entre le pouvoir et la contestation populaire laisse derrière lui une question qui demeure rarement résolue.

Les institutions ont-elles entendu le message porté par la mobilisation ?

Ou se sont-elles contentées de restaurer l'ordre ?

Cette distinction est essentielle.

Car une crise sociale peut être gérée sans être comprise.

Un mouvement peut être contenu sans que les causes profondes de son apparition disparaissent.

Dans ce cas, le conflit cesse d'être visible mais le malaise demeure.

Il s'accumule.

Il se transforme.

Et réapparaît parfois sous d'autres formes.

Le sentiment de dépossession

Lorsque les citoyens constatent que les décisions continuent d'être prises malgré une opposition importante, certains développent un sentiment particulier.

Ils ne se sentent plus simplement en désaccord avec le pouvoir.

Ils ont l'impression d'être éloignés du pouvoir lui-même.

Comme si les institutions poursuivaient leur trajectoire indépendamment de leur avis.

Ce sentiment constitue l'un des phénomènes politiques les plus importants de notre époque.

Il ne concerne pas seulement les militants ou les manifestants.

Il touche également des individus qui ne participent à aucune mobilisation mais qui ont progressivement le sentiment de ne plus peser sur les décisions collectives.

Cette impression de dépossession mérite une analyse spécifique.

Car elle constitue peut-être le symptôme le plus révélateur de la distance croissante entre la démocratie proclamée et la démocratie vécue.

C'est à cette question que nous allons maintenant nous consacrer.

Chapitre 12

Le sentiment de dépossession démocratique

Toutes les démocraties contemporaines connaissent, à des degrés divers, un phénomène singulier.

Les citoyens continuent de voter.

Les institutions fonctionnent.

Les élections se déroulent régulièrement.

Les libertés publiques existent généralement.

Et pourtant, une partie croissante de la population exprime un sentiment de distance, d'impuissance ou de frustration à l'égard de la vie politique.

Ce paradoxe mérite d'être examiné.

Car il révèle une transformation profonde du rapport entre les citoyens et le pouvoir.

Le problème n'est pas nécessairement l'absence de démocratie.

Le problème est souvent le sentiment de ne plus pouvoir agir réellement sur elle.

La démocratie formelle et la démocratie vécue

Il existe une différence importante entre les institutions telles qu'elles sont décrites et la manière

dont elles sont vécues.

Sur le papier, le citoyen dispose de nombreux droits.

Il vote.

Il peut s'exprimer.

Se réunir.

Créer une association.

Militer.

Se présenter à une élection.

La démocratie formelle lui reconnaît une place essentielle.

Mais l'expérience quotidienne est parfois différente.

Beaucoup de citoyens ont le sentiment que leur participation ne modifie que marginalement les décisions importantes.

Ils peuvent choisir entre plusieurs représentants.

Mais ils peinent à influencer directement les orientations fondamentales du système.

Un écart apparaît alors entre la souveraineté théorique et l'expérience concrète du pouvoir.

Le vote comme rituel

Le vote demeure l'acte central des démocraties représentatives.

Il constitue un acquis historique considérable.

Pendant des siècles, la majorité des populations ont été exclues des décisions politiques.

Le suffrage universel représente donc une conquête majeure.

Cependant, la manière dont il est perçu évolue.

Pour certains citoyens, l'élection apparaît moins comme un moment de souveraineté que comme un rituel périodique.

Ils votent.

Puis observent des politiques qu'ils jugent souvent éloignées de leurs attentes.

Cette perception ne signifie pas que les élections sont inutiles.

Elle signifie que leur capacité à produire un sentiment d'influence réelle s'affaiblit.

Le vote demeure.

La confiance dans son efficacité diminue.

L'abstention comme symptôme

L'abstention est souvent interprétée comme de l'indifférence.

Cette explication est parfois juste.

Mais elle demeure insuffisante.

Dans de nombreux cas, l'abstention exprime moins un désintérêt pour la politique qu'une forme de désillusion.

Certains citoyens ne croient plus que leur participation puisse modifier significativement les

orientations du pouvoir.

Ils ne rejettent pas nécessairement la démocratie.

Ils doutent de leur capacité à peser sur elle.

L'abstention devient alors un indicateur précieux.

Non pas du manque d'intérêt politique.

Mais de la fragilisation du lien entre gouvernants et gouvernés.

Le sentiment d'être gouverné sans gouverner

Cette impression se retrouve fréquemment dans les discours contemporains.

Les citoyens voient les décisions se succéder.

Les réformes s'enchaîner.

Les institutions fonctionner.

Mais ils ont parfois le sentiment d'assister à ces évolutions davantage qu'ils n'y participent.

Ils sont gouvernés.

Mais ils ne se sentent pas gouvernants.

Or la promesse démocratique ne consiste pas seulement à être bien administré.

Elle consiste à participer à la définition du destin collectif.

Lorsque cette dimension s'affaiblit, une frustration particulière apparaît.

Les individus ne contestent pas forcément chaque décision.

Ils contestent leur éloignement du processus de décision lui-même.

La multiplication des intermédiaires

Dans les sociétés modernes, la relation entre le citoyen et le pouvoir est médiatisée par une multitude d'acteurs :

- partis ;
- administrations ;
- médias ;
- experts ;
- autorités indépendantes ;
- organisations internationales ;
- institutions judiciaires.

Chacun de ces acteurs joue un rôle spécifique.

Mais leur accumulation produit un effet global.

Le centre réel de la décision devient difficile à identifier.

Le citoyen ne sait plus toujours à qui s'adresser.

Qui est responsable ?

Qui décide réellement ?

Qui peut être tenu pour comptable des résultats ?

Cette opacité nourrit le sentiment d'impuissance.

Car il est difficile de contrôler ce que l'on ne parvient plus à localiser.

La disparition de la proximité

Pendant longtemps, la politique conservait une dimension locale forte.

Les élus étaient souvent connus personnellement.

Les décisions apparaissaient plus proches.

Les responsabilités étaient plus visibles.

L'extension des États modernes a profondément transformé cette situation.

Les centres de décision se sont éloignés.

Les mécanismes institutionnels se sont complexifiés.

Les responsables nationaux sont devenus des figures médiatiques davantage que des interlocuteurs directs.

Cette évolution était probablement inévitable.

Mais elle a un coût démocratique.

La proximité favorise la confiance.

La distance favorise la méfiance.

Une souveraineté abstraite

La souveraineté populaire occupe une place centrale dans les constitutions modernes.

Pourtant, cette souveraineté demeure souvent abstraite.

Le peuple est déclaré souverain.

Mais il agit rarement comme sujet politique collectif.

Il délègue.

Attend.

Observe.

Réagit.

La plupart du temps, son rôle consiste à approuver ou à sanctionner périodiquement des représentants.

Cette situation conduit certains citoyens à percevoir la souveraineté comme une fiction juridique plus que comme une réalité vécue.

Ils entendent qu'ils sont les détenteurs du pouvoir.

Mais ils peinent à en observer les manifestations concrètes.

Le citoyen spectateur

L'une des transformations les plus significatives des démocraties contemporaines est peut-être celle-ci :

le citoyen tend à devenir spectateur de la politique.

Il suit les débats.
Observe les campagnes électorales.
Consomme des informations.
Réagit sur les réseaux sociaux.
Mais il intervient rarement dans les lieux où les décisions sont effectivement produites.
La politique devient un spectacle permanent.
Les citoyens commentent davantage qu'ils ne participent.
Cette évolution renforce l'impression de distance.
Le spectateur assiste aux événements.
Il ne les dirige pas.

La recherche de nouvelles formes de participation

Face à cette situation, de nombreuses initiatives émergent.
Consultations citoyennes.
Référendums.
Assemblées participatives.
Budgets participatifs.
Conventions citoyennes.
Toutes cherchent à répondre à une même préoccupation.
Comment redonner aux citoyens un rôle plus actif dans la vie publique ?
Ces expériences produisent parfois des résultats intéressants.
Mais elles se heurtent également à une difficulté.
Les institutions acceptent souvent la participation tant qu'elle demeure consultative.
La question devient plus sensible lorsqu'il s'agit de partager réellement le pouvoir de décision.
Le cœur du problème reste donc entier.
Comment transformer la participation en influence effective ?

La crise de la représentation

Nous pouvons désormais mieux comprendre la nature du malaise démocratique contemporain.
Il ne résulte pas uniquement d'un rejet des institutions.
Il provient souvent d'une crise de la représentation.
Les citoyens ont le sentiment que les institutions continuent à parler en leur nom.
Mais qu'elles les écoutent de moins en moins.
Que les gouvernants les représentent juridiquement.
Mais les représentent imparfaitement politiquement.
Cette distinction est essentielle.
Car elle explique pourquoi les critiques de la démocratie prennent aujourd'hui des formes si

diverses.

Elles ne contestent pas toujours les principes démocratiques.

Elles contestent la manière dont ces principes sont appliqués.

Une démocratie sans peuple ?

La formule est volontairement provocatrice.

Aucune démocratie ne peut exister sans citoyens.

Pourtant, certaines évolutions contemporaines donnent parfois l'impression que le peuple est davantage invoqué qu'impliqué.

Son nom est omniprésent.

Sa participation est intermittente.

Sa souveraineté est proclamée.

Son influence apparaît limitée.

Cette contradiction constitue peut-être l'une des principales fragilités des régimes modernes.

Car la démocratie repose moins sur les institutions elles-mêmes que sur la croyance collective en leur légitimité.

Lorsque les citoyens cessent de se reconnaître dans les mécanismes censés les représenter, les fondements du système commencent à se fissurer.

La question centrale

Nous arrivons progressivement au cœur de l'interrogation qui traverse cet ouvrage.

Si la République n'est pas identique à la démocratie ;

si les institutions développent leur propre logique ;

si la représentation tend à éloigner les gouvernés des gouvernants ;

si les citoyens éprouvent un sentiment croissant de dépossession ;

alors une question devient inévitable :

comment réintroduire le peuple dans la démocratie ?

Comment faire en sorte que la souveraineté populaire cesse d'être uniquement un principe constitutionnel pour redevenir une expérience politique concrète ?

Cette question ne possède pas de réponse simple.

Mais elle mérite d'être posée.

Car elle ouvre la dernière partie de notre réflexion.

Une réflexion non plus seulement critique, mais prospective.

Après avoir analysé les tensions entre République et démocratie, il nous faut désormais imaginer les conditions d'une réconciliation possible entre les institutions et les citoyens.

Cinquième partie

Réinventer la souveraineté populaire

Chapitre 13

Peut-on démocratiser la République ?

Après avoir exploré les tensions qui traversent les démocraties contemporaines, une tentation existe.

La tentation du rejet.

Rejet des institutions.

Rejet des représentants.

Rejet des administrations.

Rejet de tout ce qui constitue l'architecture politique moderne.

Cette tentation est compréhensible.

Lorsque les citoyens ont le sentiment de ne plus être entendus, il est naturel qu'ils remettent en cause les structures qui semblent les éloigner du pouvoir.

Pourtant, la critique ne suffit pas.

Une réflexion politique sérieuse doit également s'interroger sur les solutions possibles.

Car si les institutions présentent des défauts, elles remplissent aussi des fonctions essentielles.

La question n'est donc pas de savoir comment abolir la République.

La question est de savoir comment la rendre plus démocratique.

Une illusion : supprimer les institutions

Certaines critiques de la démocratie représentative reposent sur une idée simple.

Les institutions seraient le problème.

Il suffirait donc de les supprimer ou de les réduire drastiquement.

Cette perspective séduit parce qu'elle paraît restituer immédiatement le pouvoir au peuple.

Mais elle se heurte à une difficulté fondamentale.

Les sociétés contemporaines sont vastes.

Complexes.

Interconnectées.

Des millions de personnes doivent coordonner leurs activités.

Organiser des services publics.

Produire des infrastructures.

Assurer la sécurité collective.

Une telle organisation exige des structures permanentes.

Sans institutions, il n'existe pas de pouvoir populaire durable.

Il n'existe que des rapports de force provisoires.

La véritable question n'est donc pas institution ou démocratie.

La véritable question est : quelles institutions pour quelle démocratie ?

La démocratie n'est pas l'absence de pouvoir

Une confusion fréquente mérite d'être dissipée.

La démocratie n'est pas la disparition du pouvoir.

Elle est une manière particulière d'organiser le pouvoir.

Toute société doit prendre des décisions.

Arbitrer des conflits.

Définir des règles communes.

La démocratie ne supprime pas ces nécessités.

Elle cherche à les soumettre au contrôle des citoyens.

Cette distinction est essentielle.

Car elle permet d'éviter deux erreurs opposées.

La première consiste à croire que les institutions peuvent remplacer le peuple.

La seconde consiste à croire que le peuple peut se passer entièrement d'institutions.

Les deux idées conduisent à une impasse.

Réduire la distance

L'un des objectifs majeurs d'une réforme démocratique devrait être la réduction de la distance entre gouvernants et gouvernés.

Cette distance n'est pas seulement géographique.

Elle est politique.

Sociale.

Culturelle.

Institutionnelle.

Les citoyens doivent pouvoir comprendre les décisions qui les concernent.

Identifier les responsables.

Participer aux débats.

Contrôler les représentants.

Plus les mécanismes de décision deviennent lisibles, plus la légitimité démocratique se renforce.

À l'inverse, l'opacité nourrit la méfiance.

Le contrôle permanent

La démocratie représentative accorde une importance considérable au moment électoral.

Mais le contrôle des gouvernants ne devrait pas se limiter aux périodes électorales.

Entre deux scrutins, les citoyens demeurent souverains.

Du moins en théorie.

Une démocratie plus exigeante chercherait donc à développer des mécanismes de contrôle continus.

Publication des décisions.

Transparence administrative.

Accès aux informations publiques.

Évaluation des politiques.

Responsabilité des élus.

Ces dispositifs ne remplacent pas les élections.

Ils les complètent.

Ils rappellent que la délégation n'est jamais une abdication.

La question du référendum

Le référendum occupe une place particulière dans l'imaginaire démocratique.

Il semble offrir une solution simple.

Puisque les représentants s'éloignent du peuple, demandons directement son avis.

L'idée possède une force intuitive.

Elle réintroduit la décision populaire dans le processus politique.

Mais elle comporte également des limites.

Toutes les questions ne se prêtent pas à une réponse binaire.

Tous les citoyens ne disposent pas du temps nécessaire pour examiner en détail chaque dossier.

Et les campagnes référendaires peuvent elles-mêmes être influencées par les médias, les partis ou les groupes d'intérêt.

Le référendum constitue donc un outil utile.

Mais il ne représente pas une solution universelle.

La participation délibérative

Une autre piste consiste à renforcer les espaces de délibération citoyenne.

L'idée est simple.

La démocratie ne devrait pas se limiter à l'agrégation des préférences individuelles.

Elle devrait également permettre la discussion collective.

Des citoyens tirés au sort ou volontaires peuvent être réunis pour examiner certaines questions publiques.

Entendre des experts.

Débattre.

Formuler des recommandations.

Ces dispositifs présentent un intérêt particulier.

Ils réintroduisent du temps dans la décision politique.

Ils permettent aux citoyens de devenir acteurs plutôt que simples spectateurs.

Cependant, leur portée dépend toujours d'une question décisive :

les institutions accepteront-elles réellement de tenir compte de leurs conclusions ?

Le tirage au sort

Longtemps oublié, le tirage au sort connaît aujourd'hui un regain d'intérêt.

Son principe est ancien.

Dans certaines cités antiques, il constituait même un élément central de la vie démocratique.

Le tirage au sort présente un avantage évident.

Il réduit l'influence des carrières politiques traditionnelles.

Il permet à des citoyens ordinaires de participer directement à certaines fonctions publiques.

Ses défenseurs y voient un moyen de limiter la professionnalisation du pouvoir.

Ses critiques soulignent les risques liés au manque d'expérience ou de compétence.

Le débat reste ouvert.

Mais il révèle une interrogation importante :

la représentation doit-elle nécessairement passer par l'élection ?

Démocratiser l'expertise

L'un des défis majeurs du XXIe siècle concerne la place des experts.

Nous avons vu que leur rôle est devenu incontournable.

La solution ne peut donc consister à les écarter.

En revanche, leur travail peut être rendu plus transparent.

Les hypothèses peuvent être discutées.

Les rapports peuvent être rendus accessibles.

Les désaccords entre spécialistes peuvent être exposés publiquement.

L'objectif n'est pas de remplacer le savoir par l'opinion.

L'objectif est d'empêcher que l'expertise devienne une nouvelle forme d'autorité inaccessible à la critique démocratique.

Réhabiliter le conflit

Les démocraties contemporaines cherchent souvent le consensus.

Cette aspiration est compréhensible.

Le consensus facilite le gouvernement.

Réduit les tensions.

Favorise la stabilité.

Mais une démocratie vivante ne peut pas supprimer le conflit.

Les sociétés sont traversées par des intérêts divergents.

Des valeurs différentes.

Des visions opposées du bien commun.

Le conflit politique n'est pas nécessairement une maladie de la démocratie.

Il en est souvent la condition normale.

Le véritable danger n'est pas le désaccord.

C'est l'impossibilité de l'exprimer.

Le peuple comme acteur

Au fond, toutes les pistes évoquées jusqu'ici poursuivent un même objectif.

Faire du peuple un acteur.

Et non un simple spectateur.

Un acteur capable de participer.

De contrôler.

D'interroger.

De contester.

D'approuver.

La souveraineté populaire ne consiste pas seulement à désigner périodiquement des dirigeants.

Elle consiste à maintenir une présence citoyenne permanente dans la vie publique.

Une démocratie sans citoyens actifs finit inévitablement par se bureaucratiser.

Une République plus démocratique

La République et la démocratie ne sont pas des ennemies.

Elles répondent à des logiques différentes.

La République organise.

La démocratie légitime.

La République stabilise.

La démocratie questionne.

La République protège les institutions.

La démocratie rappelle constamment que les institutions ne sont que des moyens.

Le problème apparaît lorsque l'une cherche à absorber l'autre.

Lorsque la République oublie le peuple.

Ou lorsque la démocratie oublie la nécessité des institutions.

L'équilibre est fragile.

Mais il constitue probablement le véritable enjeu politique des sociétés contemporaines.

Une tâche inachevée

Les démocraties modernes sont souvent présentées comme l'aboutissement de l'histoire politique.

Cette vision est trompeuse.

La démocratie n'est jamais achevée.

Elle demeure un projet.

Une tension permanente.

Une exigence toujours incomplètement satisfaite.

Chaque génération doit réinventer les moyens de faire vivre la souveraineté populaire dans des conditions nouvelles.

Les défis changent.

Les technologies évoluent.

Les institutions se transforment.

Mais la question fondamentale demeure.

Comment permettre à un peuple de se gouverner lui-même sans détruire les structures nécessaires à son organisation collective ?

Cette interrogation n'appelle pas une réponse définitive.

Elle appelle une vigilance permanente.

Car la démocratie n'est peut-être rien d'autre que cela :

le refus de considérer le pouvoir comme définitivement acquis à ceux qui l'exercent.

Chapitre 14

La démocratie contre elle-même

Nous sommes arrivés au terme de notre parcours.

Au fil des chapitres, nous avons interrogé une évidence largement admise : l'idée selon laquelle République et démocratie seraient deux réalités parfaitement superposables.

Nous avons vu qu'elles ne poursuivent pas exactement la même logique.

La République organise le pouvoir.

La démocratie cherche à le soumettre à la volonté populaire.

La République construit des institutions.

La démocratie rappelle que ces institutions doivent demeurer au service des citoyens.

Cette distinction n'implique pas une opposition absolue.

Mais elle révèle une tension permanente.

Une tension qui ne disparaît jamais complètement.

Car la démocratie porte en elle une contradiction fondamentale.

Pour exister, elle doit produire les instruments qui risquent de la limiter.

L'inévitable naissance des élites

Toute démocratie affirme l'égalité politique.

Chaque citoyen possède théoriquement une voix équivalente.

Chaque individu participe à la souveraineté collective.

Pourtant, aucune société complexe ne peut fonctionner sans délégation.

Certaines personnes acquièrent davantage d'expérience.

Davantage d'influence.

Davantage de responsabilités.

Des élites apparaissent.

Cette évolution semble presque inévitable.

Même les organisations les plus démocratiques produisent des dirigeants.

Des porte-parole.

Des coordinateurs.

Des spécialistes.

Le problème n'est donc pas l'existence des élites.

Le problème réside dans leur rapport au reste de la société.

L'inévitable croissance des institutions

Nous avons observé un phénomène similaire concernant les institutions.

Une démocratie a besoin de règles.

De procédures.

D'administrations.

De mécanismes de coordination.

À mesure que la société se développe, ces structures se renforcent.

Elles deviennent plus nombreuses.

Plus spécialisées.

Plus complexes.

Cette évolution répond à des besoins réels.

Mais elle produit également une conséquence paradoxale.

Les institutions créées pour servir les citoyens peuvent progressivement devenir difficiles à contrôler par ces mêmes citoyens.

Le remède produit une partie du problème qu'il cherchait à résoudre.

L'inévitable professionnalisation

La même logique apparaît dans le domaine politique.

Les citoyens souhaitent être représentés efficacement.

Ils choisissent donc des personnes capables de consacrer du temps aux affaires publiques.

Peu à peu, ces représentants deviennent des professionnels.

Ils maîtrisent les procédures.

Développent des réseaux.

Accumulent de l'expérience.

Cette spécialisation améliore parfois la qualité du gouvernement.

Mais elle accroît également la distance entre gouvernants et gouvernés.

La démocratie produit ainsi les conditions de sa propre séparation.

La démocratie comme tension

Ces constats pourraient conduire au pessimisme.

On pourrait conclure que la souveraineté populaire n'est qu'une illusion.

Que les institutions finissent toujours par dominer ceux qu'elles prétendent servir.

Que les élites remplacent inévitablement le peuple.

Cette conclusion serait pourtant excessive.

Car elle repose sur une vision statique du pouvoir.

Or la démocratie n'est pas un état.

Elle est un mouvement.

Une tension.

Un conflit permanent entre des forces contradictoires.

D'un côté, les institutions cherchent la stabilité.

De l'autre, les citoyens rappellent constamment que cette stabilité n'est jamais une fin en soi.

Le rôle de la contestation

C'est pourquoi les mouvements sociaux occupent une place si importante dans l'histoire démocratique.

Ils ne sont pas seulement des épisodes de crise.

Ils constituent également des mécanismes de rappel.

Ils rappellent aux gouvernants qu'ils ne sont pas propriétaires du pouvoir.

Ils rappellent aux institutions qu'elles ne sont pas des fins en elles-mêmes.

Ils rappellent à la société que la souveraineté populaire ne peut être entièrement enfermée dans des procédures.

Sans contestation, les institutions tendent à se refermer sur elles-mêmes.

Sans institutions, la contestation ne peut produire aucun ordre durable.

La démocratie vit de cette tension.

Le peuple introuvable

Une difficulté demeure cependant.

Tout au long de cet ouvrage, nous avons parlé du peuple.

Mais qu'est-il exactement ?

Le peuple n'est pas une personne.

Il ne possède ni volonté unique ni opinion homogène.

Il est traversé par des intérêts divergents.

Des croyances opposées.

Des expériences différentes.

Lorsqu'un gouvernement affirme agir au nom du peuple, il interprète nécessairement ce que serait cette volonté collective.

Lorsqu'un mouvement social affirme représenter le peuple, il effectue la même opération.

Le peuple apparaît alors comme une réalité paradoxale.

Il constitue le fondement de la légitimité démocratique.

Mais il ne parle jamais d'une seule voix.

Une fiction nécessaire

Cette observation conduit à une idée essentielle.

La souveraineté populaire est en partie une construction politique.

Non parce qu'elle serait fausse.

Mais parce qu'elle exige une interprétation permanente.

Le peuple n'existe politiquement qu'à travers des mécanismes qui prétendent l'exprimer :

- élections ;
- référendums ;
- assemblées ;
- mouvements sociaux ;
- débats publics.

Aucun de ces dispositifs n'épuise totalement sa réalité.

Tous tentent de la représenter.

La démocratie consiste précisément à organiser cette pluralité d'expressions sans permettre à l'une d'entre elles de s'imposer définitivement comme la seule légitime.

Le danger de la certitude

Les plus grandes menaces pour la démocratie apparaissent souvent lorsqu'un acteur prétend incarner parfaitement la volonté populaire.

Un gouvernement peut affirmer :

« Nous avons été élus, donc nous représentons entièrement le peuple. »

Un mouvement peut répondre :

« Nous sommes dans la rue, donc nous sommes le véritable peuple. »

Dans les deux cas, la même erreur apparaît.

La confusion entre une partie et le tout.

La démocratie exige au contraire une forme d'humilité politique.

Aucun acteur ne peut prétendre posséder définitivement la souveraineté populaire.

Il ne peut qu'en recevoir temporairement une part de délégation ou d'expression.

Une démocratie adulte

Peut-être faut-il alors abandonner certaines illusions.

L'illusion d'un peuple parfaitement unifié.

L'illusion d'institutions parfaitement neutres.

L'illusion d'une représentation parfaitement fidèle.

L'illusion d'une participation totale et permanente.

Une démocratie adulte reconnaît ses limites.

Elle sait que le pouvoir ne disparaîtra jamais.

Que les élites existeront toujours.

Que les institutions sont indispensables.

Mais elle refuse que ces réalités deviennent incontrôlables.

Elle ne cherche pas à abolir le pouvoir.

Elle cherche à le rendre réversible.

La réversibilité du pouvoir

Cette idée est peut-être le cœur même de la démocratie.

Le pouvoir démocratique n'est pas défini par son origine.

Il est défini par sa réversibilité.

Les gouvernants peuvent être remplacés.

Les décisions peuvent être contestées.

Les lois peuvent être modifiées.

Les institutions peuvent être réformées.

Rien n'est définitivement acquis.

Cette possibilité de remise en cause permanente distingue la démocratie des régimes qui prétendent incarner une vérité absolue.

Elle constitue sa force.

Mais également sa fragilité.

Une inquiétude féconde

Les démocraties vivent dans l'incertitude.

Elles doutent.

Délibèrent.

Contestent.

Réforment.

Cette instabilité peut sembler inconfortable.

Pourtant, elle représente peut-être leur plus grande richesse.

Car une société qui cesse de s'interroger sur ses institutions finit souvent par les subir.

Une société qui cesse de questionner ses représentants finit souvent par s'en éloigner.

Une société qui cesse de discuter de la souveraineté populaire finit souvent par la réduire à une formule.

La démocratie demeure vivante tant qu'elle conserve cette capacité critique.

Conclusion générale

La République n'est pas la démocratie.

La démocratie n'est pas la République.

La première organise le pouvoir.

La seconde le légitime.

La première construit des institutions.

La seconde rappelle que ces institutions n'ont de sens que par les citoyens.

Toute l'histoire politique moderne peut être lue comme la recherche d'un équilibre entre ces deux exigences.

Lorsque la démocratie s'affaiblit, la République tend à devenir une administration du peuple.

Lorsque la République s'affaiblit, la démocratie risque de se dissoudre dans l'impuissance ou la fragmentation.

Le défi n'est donc pas de choisir entre elles.

Le défi consiste à maintenir leur dialogue conflictuel.

À empêcher que les institutions oublient leur origine populaire.

À empêcher que la souveraineté populaire oublie la nécessité des institutions.

Cette tâche n'a pas de fin.

Elle constitue peut-être la définition la plus exigeante de la citoyenneté.

Non pas croire que le peuple gouverne parfaitement.

Mais veiller sans cesse à ce qu'il ne cesse jamais de pouvoir gouverner.

Épilogue

Une démocratie ne meurt pas nécessairement lorsqu'on supprime les élections.

Elle peut également s'éteindre plus discrètement.

Lorsque les citoyens cessent de croire que leur voix compte.

Lorsque les institutions cessent d'écouter.

Lorsque la représentation devient pure formalité.

Lorsque la souveraineté populaire n'est plus qu'un mot inscrit dans les textes.

Inversement, une démocratie demeure vivante tant que des citoyens continuent à poser une question simple et dérangeante :

Qui gouverne réellement, et au nom de qui ?

Tant que cette question demeure ouverte, la démocratie n'est jamais entièrement confisquée.

Elle reste une possibilité.

Sixième partie

Les nouvelles formes de dépossession

Chapitre 15

Les médias et la fabrication du consentement

Si les démocraties modernes reposaient uniquement sur la force, elles seraient contraintes d'exercer une répression permanente.

Or ce n'est généralement pas le cas.

La plupart des citoyens respectent les institutions sans y être constamment contraints.

Ils acceptent les lois.

Reconnaissent les gouvernements.

Participent aux procédures politiques.

Cette stabilité repose sur un élément essentiel : le consentement.

Toute société a besoin d'un minimum de consentement collectif pour fonctionner.

La question devient alors la suivante :

comment ce consentement se forme-t-il ?

L'information comme pouvoir

Dans les démocraties contemporaines, peu de citoyens observent directement les événements politiques.

La plupart connaissent le monde à travers des intermédiaires.

Ils lisent des journaux.

Regardent des émissions.

Consultent des sites d'information.

Écoutent des experts.

Parcourent les réseaux sociaux.

Autrement dit, leur perception de la réalité politique est largement médiatisée.

Cette situation est inévitable.

Aucun individu ne peut vérifier personnellement tous les faits qui composent l'actualité.

Nous dépendons nécessairement de récits produits par d'autres.

Cette dépendance confère aux médias une fonction considérable.

Ils ne se contentent pas de transmettre des informations.

Ils contribuent à organiser la perception du réel.

Ce dont on parle

Le pouvoir médiatique ne réside pas uniquement dans ce qui est dit.

Il réside également dans ce qui est montré.

Et surtout dans ce qui ne l'est pas.

Chaque jour, des milliers d'événements se produisent.

Pourtant, seule une infime partie devient visible.

Les médias sélectionnent.

Hiérarchisent.

Classent.

Certains sujets occupent l'espace public pendant des semaines.

D'autres disparaissent presque totalement.

Cette sélection n'est pas forcément manipulatrice.

Elle est souvent simplement nécessaire.

Mais elle possède des conséquences politiques importantes.

Car les citoyens débattent principalement des questions qui leur sont présentées comme importantes.

Définir les termes du débat

L'influence médiatique ne consiste pas seulement à choisir les sujets.

Elle consiste également à définir la manière dont ils seront abordés.

Prenons un exemple simple.

Une réforme sociale peut être présentée comme :

- une modernisation ;
- une réduction de droits ;
- une nécessité économique ;
- un choix idéologique.

Les faits peuvent être identiques.

Mais leur interprétation varie.

Les mots utilisés orientent la compréhension.

Le débat public ne porte donc pas uniquement sur les événements.

Il porte également sur les catégories à travers lesquelles ces événements sont perçus.

Celui qui impose les catégories du débat dispose déjà d'un avantage considérable.

La politique comme spectacle

Au cours du XXe siècle, la politique est progressivement devenue un objet médiatique.

Les campagnes électorales ont changé.

Les dirigeants ont changé.

La communication politique a changé.

Le responsable politique moderne ne doit plus seulement gouverner.

Il doit apparaître.

Expliquer.

Convaincre.

Occuper l'espace médiatique.

Cette évolution transforme la nature même de la vie publique.

La visibilité devient une ressource politique.

Parfois aussi importante que le pouvoir institutionnel lui-même.

Un problème ignoré par les médias semble souvent inexistant.

Une controverse largement médiatisée peut devenir une priorité nationale.

Le règne de l'émotion

Les médias contemporains évoluent dans un environnement marqué par la concurrence.

Ils doivent attirer l'attention.

Retenir le public.

Produire un flux continu d'informations.

Cette logique favorise certains contenus.

Les conflits.

Les scandales.

Les polémiques.

Les déclarations choquantes.

Les affrontements spectaculaires.

L'émotion devient alors un moteur central de l'espace public.

Or l'émotion possède une caractéristique particulière.

Elle mobilise rapidement.

Mais elle favorise rarement la réflexion approfondie.

La démocratie médiatique risque alors de privilégier les réactions immédiates au détriment de la délibération.

L'opinion publique existe-t-elle ?

Les responsables politiques invoquent constamment l'opinion publique.

Les médias prétendent la mesurer.

Les instituts de sondage la quantifient.

Mais cette notion mérite d'être interrogée.

L'opinion publique n'existe pas naturellement.

Elle est construite.

Agrégée.

Interprétée.

Formulée.

Les citoyens possèdent souvent des opinions nuancées, contradictoires ou incomplètes.

Les enquêtes transforment cette complexité en chiffres.

Les débats transforment ces chiffres en récits.

Puis ces récits influencent à leur tour les citoyens.

Ainsi se forme une boucle permanente entre médias, sondages, responsables politiques et population.

Le citoyen informé ou le citoyen influencé ?

Les démocraties modernes reposent sur une hypothèse implicite.

Les citoyens peuvent prendre des décisions éclairées parce qu'ils disposent d'informations fiables.

Cette hypothèse est fondamentale.

Sans elle, la souveraineté populaire perd une grande partie de son sens.

Mais une difficulté apparaît.

L'information n'est jamais totalement neutre.

Elle implique toujours une sélection.

Une hiérarchisation.

Une interprétation.

Le citoyen moderne se trouve donc dans une situation paradoxale.

Il a accès à davantage d'informations que n'importe quelle génération précédente.

Et pourtant, il peut éprouver davantage de difficultés à distinguer ce qui est important de ce qui est accessoire.

Le pluralisme comme condition démocratique

Face à ce constat, certains pourraient conclure qu'il est impossible d'échapper à l'influence médiatique.

Cette conclusion serait excessive.

Le véritable enjeu n'est pas de supprimer l'influence.

C'est de la pluraliser.

Une démocratie vivante suppose l'existence de récits concurrents.

D'analyses divergentes.

De points de vue opposés.

Le danger n'est pas qu'un média défende une interprétation particulière.

Le danger apparaît lorsqu'une seule interprétation devient dominante au point d'apparaître comme une évidence incontestable.

La démocratie a besoin du conflit des idées comme elle a besoin du conflit des intérêts.

Les médias comme nouvelle représentation

Nous retrouvons ici un phénomène déjà observé à propos des élus.

Les médias prétendent souvent représenter l'opinion.

Parler au nom du public.

Exprimer les préoccupations des citoyens.

Mais comme toute représentation, celle-ci est imparfaite.

Les médias sélectionnent certaines voix.

Ignorent certaines autres.

Mettent en avant certains thèmes.

En écartent d'autres.

Ils deviennent ainsi des intermédiaires supplémentaires entre le peuple et le pouvoir.

Et comme tous les intermédiaires, ils contribuent à la fois à rendre la démocratie possible et à éloigner les citoyens de l'exercice direct du pouvoir.

Une nouvelle aristocratie ?

Dans les sociétés anciennes, le pouvoir appartenait souvent aux propriétaires, aux militaires ou au clergé.

Dans les sociétés contemporaines, une autre catégorie acquiert une influence croissante :

ceux qui contrôlent la circulation des informations.

Journalistes.

Éditorialistes.

Producteurs.

Plateformes numériques.

Groupes médiatiques.

Influenceurs.

Leur pouvoir n'est pas celui de la loi.

Ni celui de la force.

C'est le pouvoir de l'attention.

Le pouvoir de rendre visibles certaines réalités et invisibles certaines autres.

Un pouvoir moins spectaculaire que celui de l'État.

Mais parfois presque aussi décisif.

Une démocratie sous influence

Aucune démocratie ne peut fonctionner sans information.

Mais aucune information n'est totalement indépendante des structures qui la produisent.

Cette réalité impose une exigence particulière aux citoyens.

Ils ne doivent pas seulement participer à la vie politique.

Ils doivent également apprendre à interroger les récits qui leur sont proposés.

Qui parle ?

Au nom de qui ?

Selon quelles catégories ?

Avec quels intérêts ?

Ces questions ne conduisent pas nécessairement à la méfiance généralisée.

Elles conduisent à la vigilance.

Et la vigilance est peut-être la première vertu démocratique.

Du citoyen au public

L'évolution la plus préoccupante n'est peut-être pas la manipulation.

Elle est plus subtile.

Le risque est que les citoyens cessent progressivement d'agir pour se contenter de regarder.

Qu'ils deviennent un public.

Un public qui commente.

Réagit.

S'indigne.

Applaudit.

Mais qui participe de moins en moins aux décisions.

La démocratie médiatique peut ainsi produire une étrange situation.

Les citoyens sont omniprésents dans le discours politique.

Mais absents des lieux où le pouvoir s'exerce réellement.

Cette transformation annonce une nouvelle étape de notre réflexion.

Car un autre phénomène est venu amplifier cette logique.

Les réseaux sociaux ont promis de rendre la parole au peuple.

Mais ont-ils réellement rapproché les citoyens du pouvoir ?

Ou ont-ils simplement créé une nouvelle illusion de participation ?

Chapitre 16

Les réseaux sociaux et l'illusion de participation

L'arrivée d'Internet a suscité un immense espoir démocratique.

Pour beaucoup, une nouvelle époque s'ouvrait.

Les citoyens allaient enfin pouvoir s'exprimer sans intermédiaire.

Les médias traditionnels perdraient leur monopole.

Les hiérarchies de l'information seraient bouleversées.

Le débat public deviendrait plus ouvert.

Plus horizontal.

Plus démocratique.

Pour la première fois dans l'histoire, des millions d'individus pouvaient produire eux-mêmes du contenu, diffuser leurs opinions et dialoguer directement avec un public potentiellement mondial.

Cette révolution semblait annoncer une réappropriation populaire de la parole publique.

Vingt ans plus tard, le bilan apparaît plus complexe.

La fin des gardiens de l'information

Avant Internet, l'accès à l'espace public passait par un nombre limité d'institutions.

Les journaux.

Les chaînes de télévision.

Les maisons d'édition.

Les partis politiques.

Les syndicats.

Ces organisations jouaient le rôle de filtres.

Elles décidaient quelles idées méritaient d'être diffusées.

Qui pouvait prendre la parole.

Quels sujets devaient être discutés.

Les réseaux sociaux ont largement détruit ce monopole.

N'importe quel individu peut désormais publier un texte.

Diffuser une vidéo.

Créer un média.

Mobiliser une communauté.

Cette démocratisation de l'expression constitue un changement historique majeur.

Des voix autrefois invisibles peuvent désormais être entendues.

Une parole libérée

Cette transformation a produit des effets réels.

De nombreux mouvements sociaux ont utilisé les réseaux numériques pour contourner les canaux traditionnels.

Des scandales ont été révélés.

Des témoignages ont circulé.

Des mobilisations se sont organisées.

Les citoyens ont parfois eu le sentiment de retrouver un pouvoir d'expression qui leur échappait.

Pour la première fois, ils pouvaient répondre immédiatement aux responsables politiques, aux journalistes ou aux institutions.

Cette impression de proximité a profondément modifié la culture politique contemporaine.

Le citoyen n'était plus seulement récepteur.

Il devenait également émetteur.

La confusion entre parole et pouvoir

Mais une difficulté est rapidement apparue.

Pouvoir parler n'est pas nécessairement pouvoir décider.

Pouvoir s'exprimer n'est pas nécessairement pouvoir gouverner.

Cette distinction est essentielle.

Les réseaux sociaux ont considérablement élargi les possibilités d'expression.

Ils n'ont pas nécessairement élargi dans les mêmes proportions les capacités d'action politique.

Un individu peut publier quotidiennement des messages politiques.

Participer à d'innombrables débats.

Exprimer sa colère ou son enthousiasme.

Et pourtant ne disposer d'aucune influence réelle sur les décisions collectives.

La parole donne parfois l'impression du pouvoir.

Sans toujours en fournir la substance.

Le citoyen commentateur

Cette évolution a contribué à faire émerger une nouvelle figure politique :

le citoyen commentateur.

Il réagit en permanence à l'actualité.

Commente les déclarations.

Partage les informations.

Exprime son opinion.

Participe à des controverses incessantes.

Mais son activité demeure souvent confinée à l'espace symbolique.

La participation devient principalement discursive.

On parle davantage de politique.

Mais cela ne signifie pas nécessairement que l'on participe davantage à sa fabrication.

Le risque est alors de confondre engagement et commentaire.

Action et réaction.

Citoyenneté et visibilité.

L'économie de l'attention

Pour comprendre ce phénomène, il faut s'intéresser au modèle économique des plateformes numériques.

Les réseaux sociaux vivent de l'attention.

Leur objectif principal est de conserver les utilisateurs le plus longtemps possible.

Chaque clic.

Chaque partage.

Chaque réaction.

Chaque commentaire possède une valeur économique.

Cette logique influence profondément le type de contenus qui circulent.

Les messages nuancés attirent rarement autant d'attention que les contenus émotionnels.

La colère se diffuse rapidement.

L'indignation également.

Le conflit devient un moteur de visibilité.

Ainsi, des mécanismes économiques contribuent à structurer l'espace public contemporain.

La politique instantanée

Les réseaux sociaux accélèrent le temps politique.

Tout devient immédiat.

Chaque événement appelle une réaction.

Chaque déclaration provoque un débat.

Chaque controverse doit être commentée.

Cette accélération permanente transforme la manière dont les citoyens perçoivent la vie publique.

La réflexion de long terme devient plus difficile.

La complexité s'efface derrière la rapidité.

L'émotion concurrence l'analyse.

Or la démocratie exige du temps.

Du temps pour comprendre.

Pour délibérer.

Pour examiner les conséquences d'une décision.

La logique des plateformes favorise souvent le mouvement inverse.

L'illusion de la centralité

Les réseaux sociaux produisent également un effet psychologique particulier.

Chaque utilisateur se trouve placé au centre de son propre univers informationnel.

Il reçoit des contenus adaptés à ses préférences.

Interagit avec des personnes partageant souvent ses centres d'intérêt.

Cette personnalisation renforce parfois l'impression que son expérience individuelle reflète l'ensemble de la société.

Le citoyen peut alors surestimer la représentativité de son environnement numérique.

Il croit observer l'opinion publique.

Il observe souvent un fragment de celle-ci.

Cette illusion complique la construction d'un espace commun.

Les nouvelles foules

Les réseaux sociaux ont parfois été présentés comme des outils d'individualisation.
Ils produisent également des comportements collectifs puissants.
Des milliers de personnes peuvent se mobiliser simultanément autour d'un sujet.
Soutenir une cause.
Condamner une personnalité.
Lancer une campagne.
Cette puissance collective est réelle.
Mais elle demeure souvent instable.
Les mobilisations numériques apparaissent rapidement.
Et disparaissent parfois tout aussi rapidement.
L'émotion qui les alimente est intense.
Mais souvent éphémère.
Le défi consiste alors à transformer cette énergie en action politique durable.

La visibilité sans organisation

L'histoire des mouvements démocratiques montre une constante.
Les transformations politiques durables nécessitent généralement des organisations.
Des associations.
Des syndicats.
Des partis.
Des collectifs.
Les réseaux sociaux facilitent la visibilité.
Ils facilitent parfois la mobilisation.
Mais ils remplacent difficilement les structures capables d'inscrire l'action dans le temps.
Un mot-clé peut réunir des millions de personnes.
Il ne crée pas nécessairement une capacité durable à peser sur les institutions.
La visibilité ne remplace pas l'organisation.

Les plateformes comme nouveaux intermédiaires

L'une des promesses initiales d'Internet consistait à supprimer les intermédiaires.
La réalité est plus nuancée.
Les anciens intermédiaires ont perdu une partie de leur pouvoir.
Mais de nouveaux sont apparus.
Les plateformes numériques.

Leurs algorithmes.

Leurs règles de diffusion.

Leurs mécanismes de recommandation.

Ces acteurs ne décident pas directement des politiques publiques.

Mais ils influencent massivement la circulation des informations.

Ils orientent l'attention collective.

Ils déterminent en partie ce qui devient visible.

Le pouvoir de sélection n'a pas disparu.

Il a changé de forme.

Une démocratie plus bavarde ?

Les sociétés contemporaines produisent probablement davantage de discours politiques que toutes les sociétés précédentes.

Jamais autant d'individus n'ont exprimé quotidiennement leurs opinions.

Jamais autant de débats n'ont été accessibles instantanément.

Mais cette abondance soulève une question.

Une démocratie plus bavarde est-elle nécessairement une démocratie plus participative ?

Rien n'est moins sûr.

Parler davantage ne signifie pas automatiquement décider davantage.

La multiplication des prises de parole peut même parfois masquer l'absence d'influence réelle sur les décisions fondamentales.

La participation simulée

Nous touchons ici à une hypothèse importante.

Les réseaux sociaux peuvent produire une forme de participation simulée.

Les citoyens ont le sentiment d'agir parce qu'ils s'expriment.

Le sentiment d'intervenir parce qu'ils réagissent.

Le sentiment de participer parce qu'ils commentent.

Pourtant, les centres réels de décision demeurent souvent inchangés.

Le pouvoir continue de s'exercer ailleurs.

Dans les institutions.

Les administrations.

Les gouvernements.

Les organisations économiques.

Ainsi peut naître une étrange situation.

Jamais les citoyens n'ont autant parlé.

Jamais ils n'ont eu autant de mal à identifier les lieux où les décisions sont effectivement prises.

Une nouvelle question démocratique

Les réseaux sociaux n'ont pas détruit la démocratie.

Ils ont transformé ses conditions d'exercice.

Ils ont élargi la parole.

Accéléré les échanges.

Multiplié les possibilités de mobilisation.

Mais ils ont également renforcé certaines formes d'illusion politique.

L'illusion que la visibilité équivaut au pouvoir.

Que l'expression équivaut à l'action.

Que l'opinion équivaut à la décision.

La démocratie du XXIe siècle devra apprendre à distinguer ces réalités.

Car la souveraineté populaire ne se mesure pas au volume des commentaires.

Elle se mesure à la capacité effective des citoyens à orienter le destin collectif.

Et cette capacité dépend d'un facteur souvent négligé :

l'endroit où le pouvoir est réellement situé.

Or, dans les sociétés contemporaines, ce pouvoir ne réside plus uniquement dans les institutions nationales.

Une partie croissante des décisions semble désormais se déplacer vers des espaces plus lointains.

Plus complexes.

Moins directement contrôlables.

Pour comprendre cette évolution, il faut examiner l'une des transformations politiques majeures de notre époque :

l'éloignement progressif du centre de décision.

Chapitre 17

L'éloignement du pouvoir : mondialisation, technocratie et Union européenne

Pendant longtemps, l'imaginaire démocratique reposait sur une idée relativement simple.

Le peuple vivait dans un territoire.

Il élisait des représentants.

Ces représentants gouvernaient ce territoire.

Les citoyens pouvaient identifier les responsables des décisions qui affectaient leur existence.

Cette représentation n'a jamais correspondu parfaitement à la réalité.

Mais elle possédait une certaine cohérence.

Aujourd'hui, cette cohérence semble s'affaiblir.

Les décisions importantes apparaissent de plus en plus dispersées.

Le pouvoir semble se déplacer.

Se fragmenter.

S'éloigner.

Et avec lui s'éloigne parfois le sentiment de maîtrise démocratique.

Le monde plus grand que l'État

Les démocraties modernes se sont développées dans un cadre principalement national.

Les institutions étaient organisées autour de l'État.

Les élections concernaient l'État.

La souveraineté s'exerçait dans les limites de l'État.

Or le développement des échanges économiques, technologiques et financiers a progressivement transformé cette situation.

Les entreprises opèrent à l'échelle mondiale.

Les capitaux circulent instantanément.

Les chaînes de production traversent plusieurs continents.

Les crises financières franchissent les frontières.

Les décisions prises dans un pays peuvent produire des conséquences à l'autre bout du monde.

Cette interdépendance modifie profondément les conditions d'exercice du pouvoir politique.

La souveraineté sous contrainte

Les gouvernements continuent de disposer d'importantes prérogatives.

Mais leur marge de manœuvre apparaît parfois limitée par des facteurs qu'ils ne contrôlent pas entièrement.

Les marchés financiers.

Les accords commerciaux.

Les contraintes budgétaires.

Les engagements internationaux.

Les évolutions technologiques.

Les responsables politiques promettent souvent de transformer la société.

Une fois au pouvoir, ils découvrent parfois l'étendue des contraintes qui pèsent sur leur action.

Cette situation nourrit une frustration particulière.

Les citoyens votent pour des programmes.

Puis constatent que certains choix semblent présentés comme impossibles.

La politique de la nécessité

Nous avons déjà rencontré ce phénomène dans le domaine de l'expertise.

Il réapparaît ici sous une autre forme.

De nombreuses décisions sont justifiées non comme des préférences politiques mais comme des nécessités.

Il faudrait agir ainsi parce que les marchés l'exigent.

Parce que les traités l'imposent.

Parce que la concurrence internationale le commande.

Parce qu'il n'existerait pas d'alternative réaliste.

La formule est familière.

Elle apparaît régulièrement dans le débat public.

Or une démocratie vit précisément de la possibilité du choix.

Lorsque les décisions sont présentées comme inévitables, la frontière entre gouvernement démocratique et gestion technocratique devient plus difficile à distinguer.

Le citoyen et les centres invisibles de décision

L'un des effets les plus importants de cette évolution est psychologique.

Le citoyen continue de voter.

Mais il a parfois le sentiment que les décisions déterminantes sont prises ailleurs.

Dans des institutions éloignées.

Dans des organisations internationales.

Dans des instances spécialisées.

Dans des mécanismes économiques qu'il ne maîtrise pas.

Cette impression est essentielle.

Car la démocratie repose autant sur une réalité institutionnelle que sur un sentiment de capacité politique.

Lorsque les citoyens ont le sentiment que les décisions échappent à leur contrôle, la confiance démocratique se fragilise.

Même si les institutions continuent de fonctionner normalement.

Le cas européen

L'Union européenne constitue probablement l'exemple le plus emblématique de cette transformation.

Son existence repose sur une ambition historique considérable.

Dépasser les rivalités nationales.

Favoriser la coopération.

Construire un espace politique et économique commun.

Ce projet a profondément transformé le continent.

Mais il a également produit un défi démocratique inédit.

La décision politique y est répartie entre de multiples institutions.

Parlements nationaux.

Gouvernements.

Institutions européennes.

Juridictions.

Autorités indépendantes.

Cette architecture est complexe.

Parfois difficile à comprendre même pour les spécialistes.

La complexité comme distance

La complexité institutionnelle n'est pas nécessairement un défaut.

Elle résulte souvent de compromis historiques et juridiques.

Mais elle possède une conséquence politique importante.

Elle rend plus difficile l'identification des responsabilités.

Lorsqu'une décision est prise, qui en est l'auteur ?

Le gouvernement national ?

Une institution européenne ?

Une négociation entre plusieurs acteurs ?

Une obligation juridique antérieure ?

La réponse varie selon les situations.

Cette difficulté nourrit parfois le sentiment que personne ne décide réellement.

Ou, à l'inverse, que les véritables décideurs demeurent invisibles.

L'électeur sans prise

Dans la démocratie classique, une relation relativement simple existait.

Les citoyens élisaient des responsables.

Ces responsables pouvaient être sanctionnés lors des élections suivantes.

La mondialisation et la multiplication des niveaux de décision compliquent ce mécanisme.

Les électeurs peuvent sanctionner un gouvernement.

Mais certaines décisions dépendent d'acteurs qui ne sont pas directement soumis à leur contrôle électoral.

Cette situation affaiblit le lien traditionnel entre responsabilité et pouvoir.

Le citoyen peut désigner un responsable apparent sans être certain qu'il dispose réellement des moyens d'agir.

La montée du scepticisme

Lorsque cette impression se généralise, une conséquence apparaît souvent.

Le scepticisme politique.

Les citoyens commencent à douter de l'utilité de leur participation.

Non parce qu'ils rejettent nécessairement la démocratie.

Mais parce qu'ils doutent de l'efficacité de leurs choix.

Les gouvernements changent.

Les alternances se succèdent.

Pourtant, certaines orientations paraissent remarquablement stables.

Cette continuité peut être interprétée de différentes manières.

Comme le signe d'un consensus rationnel.

Ou comme le symptôme d'une limitation des possibilités réelles de choix.

Le retour de la demande de proximité

Face à cette situation, de nombreux mouvements politiques revendiquent un retour à la proximité.

Ils demandent davantage de contrôle local.

Davantage de souveraineté nationale.

Davantage de pouvoir pour les collectivités territoriales.

Leur succès traduit souvent une aspiration plus profonde.

Le désir de reconnecter la décision politique avec ceux qui en subissent les conséquences.

Cette aspiration ne conduit pas nécessairement au rejet de la coopération internationale.

Elle exprime surtout une inquiétude démocratique.

Comment maintenir le contrôle populaire lorsque les centres de décision deviennent toujours plus éloignés ?

Une contradiction du monde moderne

Nous retrouvons ici une contradiction fondamentale.

Les problèmes contemporains dépassent souvent le cadre national.

Le changement climatique.

Les flux financiers.

Les migrations.

Les technologies numériques.

Les pandémies.

Aucun État ne peut les résoudre seul.

Pourtant, la démocratie demeure principalement organisée à l'échelle nationale.

Le pouvoir doit donc agir à un niveau toujours plus vaste.

Tandis que la légitimité continue de se construire dans des espaces plus restreints.

Cette tension structure une grande partie des débats politiques actuels.

La nostalgie démocratique

Certains citoyens regardent alors vers le passé.

Ils imaginent une époque où le pouvoir aurait été plus proche.

Plus compréhensible.

Plus accessible.

Cette nostalgie contient parfois une part de vérité.

Mais elle peut aussi idéaliser des périodes qui n'étaient pas nécessairement plus démocratiques.

Le problème n'est pas simplement la perte d'un âge d'or.

Le problème est l'invention de nouvelles formes de contrôle adaptées à des sociétés devenues beaucoup plus complexes.

La question du XXIe siècle

Pendant des siècles, les démocraties ont principalement cherché à limiter l'arbitraire du pouvoir.

Aujourd'hui, un défi supplémentaire apparaît.

Comment rendre démocratiquement contrôlables des centres de décision dispersés, techniques et souvent transnationaux ?

Comment maintenir la souveraineté populaire lorsque le pouvoir lui-même devient difficile à localiser ?

Cette question pourrait bien être l'une des plus importantes de notre temps.

Car une démocratie ne peut durablement survivre si les citoyens ne savent plus où se trouve le pouvoir.

Ni comment agir sur lui.

Le paradoxe final

Plus les sociétés deviennent interdépendantes, plus elles ont besoin de coordination à grande échelle.

Mais plus cette coordination s'éloigne, plus la demande démocratique de proximité réapparaît.

Ainsi, le mouvement de l'histoire semble produire simultanément deux dynamiques opposées.

L'élargissement des espaces de décision.

Et la revendication d'un contrôle plus direct des citoyens.

La tension entre ces deux exigences n'est probablement pas appelée à disparaître.

Elle constitue désormais l'une des conditions permanentes de la démocratie contemporaine.

Reste alors une question ultime.

Au-delà des institutions, des médias, des experts ou des organisations internationales, une transformation plus profonde est peut-être en cours.

Peut-être que le principal adversaire de la citoyenneté moderne n'est pas seulement l'éloignement du pouvoir.

Peut-être réside-t-il dans une mutation de l'individu lui-même.

Dans le passage progressif du citoyen au consommateur.

C'est cette hypothèse qui servira de conclusion à notre réflexion.

Sixième partie

Aux origines de la représentation moderne

Chapitre 18

Quand le peuple cessa de gouverner lui-même

Pour comprendre les démocraties contemporaines, il ne suffit pas d'observer leur fonctionnement actuel.

Il faut revenir à leur naissance.

Car les institutions modernes ne sont pas apparues par hasard.

Elles sont le produit de choix politiques précis.

De débats.

De conflits.

De conceptions opposées de la souveraineté populaire.

L'une des idées les plus répandues consiste à croire que les démocraties représentatives sont nées simplement parce qu'il était impossible de réunir des millions de citoyens sur une place publique.

Cette explication contient une part de vérité.

Mais elle est insuffisante.

La représentation moderne n'est pas seulement une solution pratique.

Elle est aussi une théorie du pouvoir.

Et cette théorie repose sur une idée fondamentale :

le peuple n'est pas censé gouverner directement.

Une méfiance ancienne

Les fondateurs des régimes représentatifs modernes admiraient souvent certains aspects des démocraties antiques.

Mais ils craignaient également leurs excès.

Les exemples de l'Antiquité étaient connus.

Les assemblées populaires pouvaient être passionnelles.

Instables.

Influencées par des orateurs habiles.

Capables d'enthousiasmes soudains comme de retournements brutaux.

Pour de nombreux penseurs des XVIIIe et XIXe siècles, le gouvernement direct du peuple présentait un danger.

Ils craignaient ce qu'ils appelaient parfois la tyrannie de la majorité.

Autrement dit, la possibilité qu'une majorité momentanée impose sa volonté sans limites.

Cette inquiétude allait profondément marquer la naissance des institutions modernes.

Le peuple et la Révolution française

La Révolution française constitue un moment décisif.

Elle affirme avec force un principe nouveau :

la souveraineté n'appartient plus au roi.

Elle appartient à la nation.

Cette rupture est immense.

Elle transforme radicalement la légitimité politique.

Le pouvoir n'est plus justifié par le droit divin.

Il est censé procéder du peuple.

Mais une question apparaît immédiatement.

Comment le peuple doit-il exercer cette souveraineté ?

Directement ?

Ou par l'intermédiaire de représentants ?

Le débat est loin d'être anecdotique.

Il va déterminer la forme future des démocraties modernes.

Sieyès et l'invention du gouvernement représentatif

Parmi les penseurs les plus influents de cette période figure Emmanuel-Joseph Sieyès.

Son rôle est souvent sous-estimé aujourd'hui.

Pourtant, il a contribué à définir l'un des principes fondamentaux de la représentation moderne.

Pour Sieyès, la nation est souveraine.

Mais elle ne peut exercer elle-même l'ensemble des fonctions politiques.

Elle doit déléguer.

Elle doit choisir des représentants.

Cette délégation n'est pas présentée comme un défaut.

Elle est considérée comme une amélioration.

Les représentants sont supposés disposer de davantage de temps, de compétences et de recul que les citoyens ordinaires.

Ils ne sont pas de simples messagers chargés d'appliquer des instructions.

Ils sont censés réfléchir et décider au nom de la nation.

Cette distinction est essentielle.

Car elle introduit une rupture entre la volonté immédiate des électeurs et l'action des élus.

Les représentants ne sont pas des délégués

Aujourd'hui encore, beaucoup de citoyens pensent élire des personnes chargées de défendre leurs opinions.

La théorie classique de la représentation est plus subtile.
Selon elle, l'élu ne reçoit pas un mandat impératif.
Il ne doit pas simplement obéir.
Il doit juger.
Délibérer.
Décider.
Autrement dit, une fois élu, il dispose d'une certaine autonomie.
Cette conception répond à une logique cohérente.
Le représentant est censé défendre l'intérêt général plutôt que les intérêts particuliers.
Mais elle produit également une conséquence durable.
Le citoyen ne gouverne plus directement.
Il choisit ceux qui gouverneront à sa place.

La révolution américaine

Au même moment, de l'autre côté de l'Atlantique, une réflexion similaire se développe.
Les fondateurs des États-Unis sont eux aussi confrontés à un problème.
Comment construire un régime populaire sans tomber dans l'instabilité ?
Comment garantir la liberté tout en préservant l'ordre ?
Parmi eux, James Madison joue un rôle central.
Ses écrits exerceront une influence considérable sur la pensée politique moderne.

Madison contre les factions

Madison observe que toute société est traversée par des intérêts divergents.
Les riches et les pauvres.
Les propriétaires et les non-propriétaires.
Les régions.
Les professions.
Les groupes religieux.
Ces intérêts peuvent entrer en conflit.
Madison appelle ces groupes des « factions ».
Pour lui, le danger principal n'est pas seulement le pouvoir d'un tyran.
C'est également la possibilité qu'une majorité impose durablement sa domination à une minorité.
La représentation apparaît alors comme un moyen de filtrer les passions populaires.
Les citoyens élisent des représentants supposés être plus modérés, plus informés et plus prudents.
La démocratie directe n'est pas rejetée parce qu'elle serait techniquement impossible.
Elle est rejetée parce qu'elle est jugée politiquement dangereuse.

Une démocratie contre la démocratie ?

Cette idée peut sembler paradoxale.

Les régimes représentatifs modernes sont souvent présentés comme l'aboutissement de la démocratie.

Pourtant, leurs fondateurs cherchent fréquemment à limiter certains aspects de la démocratie directe.

Ils souhaitent la souveraineté populaire.

Mais une souveraineté populaire encadrée.

Canalisée.

Médiatisée par des institutions.

Leur objectif n'est pas de supprimer le peuple.

Leur objectif est de l'empêcher de gouverner sans intermédiaire.

Autrement dit, la représentation moderne naît en partie d'une méfiance envers le pouvoir populaire immédiat.

La naissance d'une nouvelle élite

Cette transformation produit une conséquence durable.

Une nouvelle catégorie sociale apparaît.

La classe politique.

Bien sûr, les représentants existaient déjà sous différentes formes auparavant.

Mais les démocraties modernes institutionnalisent leur rôle.

Elles créent un espace spécifique de la vie publique.

Des assemblées.

Des élections régulières.

Des carrières politiques.

Peu à peu, gouverner devient une activité spécialisée.

La professionnalisation du pouvoir commence.

Le peuple souverain mais absent

Nous retrouvons ici un paradoxe qui traverse toute l'histoire démocratique moderne.

Le peuple devient officiellement souverain.

Pourtant, il est absent de la plupart des lieux où les décisions sont prises.

Son pouvoir s'exerce principalement au moment des élections.

Puis il se retire.

Les institutions prennent le relais.

Les représentants délibèrent.

Les administrations appliquent.

Les gouvernements décident.

Cette organisation n'est pas nécessairement antidémocratique.

Mais elle crée une distance durable entre le principe de souveraineté populaire et l'exercice concret du pouvoir.

Une invention géniale

Il serait injuste de ne voir dans la représentation qu'une confiscation du pouvoir.

Elle a permis des réalisations considérables.

L'extension du suffrage.

La stabilité institutionnelle.

La protection des libertés.

La gestion de sociétés de grande taille.

Sans représentation, les démocraties modernes auraient probablement été impossibles.

Elle constitue l'une des inventions politiques les plus importantes de l'histoire.

Mais toute invention possède ses limites.

Et les limites de la représentation apparaissent précisément lorsque les citoyens ont le sentiment que leurs représentants ne les représentent plus réellement.

Une question toujours ouverte

Plus de deux siècles après les révolutions américaine et française, nous continuons à vivre dans le cadre intellectuel qu'elles ont largement contribué à construire.

Nous élisons des représentants.

Nous délégons notre pouvoir.

Nous acceptons que des institutions parlent en notre nom.

Mais la question qui traversait déjà cette époque demeure entière.

Jusqu'où peut-on déléguer la souveraineté sans la perdre ?

À partir de quel moment la représentation cesse-t-elle d'être un instrument de la démocratie pour devenir un substitut à celle-ci ?

C'est cette interrogation qui accompagne toute l'histoire politique moderne.

Et c'est peut-être elle qui explique les tensions que nous observons encore aujourd'hui entre la République institutionnelle et l'exigence démocratique.

Car au fond, le problème n'est pas nouveau.

Depuis la naissance du gouvernement représentatif, une même question revient sans cesse :

le peuple gouverne-t-il réellement, ou choisit-il simplement ceux qui gouverneront à sa place ?

Postface

Le citoyen contre le consommateur

Depuis le début de cet ouvrage, nous avons exploré les tensions qui traversent les démocraties modernes.

La distance entre gouvernants et gouvernés.

L'autonomisation des institutions.

La montée de la technocratie.

Le rôle des médias.

L'influence des réseaux sociaux.

L'éloignement progressif des centres de décision.

Toutes ces évolutions contribuent à transformer le rapport des citoyens au pouvoir.

Mais peut-être existe-t-il une transformation plus profonde encore.

Une transformation silencieuse.

Une transformation culturelle.

Peut-être que la question essentielle n'est plus seulement :

« Qui gouverne ? »

Peut-être est-elle devenue :

« Qui sommes-nous devenus ? »

La naissance du citoyen moderne

La démocratie repose sur une certaine idée de l'être humain.

Non pas simplement un individu privé.

Mais un citoyen.

Un être capable de participer à la vie collective.

De s'intéresser aux affaires publiques.

De délibérer.

De prendre en considération autre chose que ses intérêts immédiats.

Cette figure du citoyen ne s'est jamais imposée naturellement.

Elle est le produit d'une histoire.

D'institutions.

D'écoles.

D'associations.

De mouvements politiques.

Pendant longtemps, la participation à la vie publique fut considérée comme une dimension essentielle de l'existence collective.

Être citoyen signifiait appartenir à une communauté politique.

L'avènement de la société de consommation

Au cours du XXe siècle, une autre figure s'est progressivement imposée.

Celle du consommateur.

Le consommateur ne disparaît pas dans la collectivité.

Il choisit.

Compare.

Achète.

Sélectionne.

Exprime ses préférences individuelles.

Cette évolution a produit des avancées considérables.

L'amélioration du niveau de vie.

L'élargissement des choix.

L'autonomie individuelle.

La liberté de consommation.

Ces transformations ont profondément modifié les sociétés contemporaines.

Mais elles ont également modifié notre rapport au monde.

De la volonté générale à la satisfaction individuelle

Le citoyen s'interroge :

« Quel est le bien commun ? »

Le consommateur s'interroge :

« Que me convient-il personnellement ? »

Les deux questions sont légitimes.

Mais elles ne relèvent pas de la même logique.

La première est politique.

La seconde est privée.

Or les sociétés modernes tendent parfois à étendre la logique du marché à des domaines qui lui échappaient autrefois.

L'éducation.

La santé.

L'information.

La culture.

Et parfois même la politique.

Le risque n'est pas la consommation elle-même.

Le risque est que l'ensemble de la vie collective soit progressivement interprété à travers ses catégories.

L'électeur comme client

Cette transformation affecte également la démocratie.

Les partis politiques apprennent à segmenter leurs électorats.

Les campagnes ciblent des publics spécifiques.

Les programmes sont parfois présentés comme des offres concurrentes.

Le langage du marketing pénètre la vie publique.

Le citoyen devient un usager.

Puis un client.

L'élection ressemble alors à un acte de consommation.

On choisit un produit politique parmi plusieurs options disponibles.

Cette analogie possède une certaine efficacité.

Mais elle comporte aussi une limite.

Une société ne se gouverne pas comme un marché.

La politique du confort

La consommation possède une logique particulière.

Elle vise généralement la satisfaction.

La réduction des contraintes.

L'amélioration du confort.

Ces objectifs sont parfaitement légitimes dans la sphère privée.

Mais la politique implique souvent autre chose.

Des arbitrages.

Des sacrifices.

Des responsabilités.

Des conflits.

La citoyenneté suppose parfois d'accepter des décisions qui ne procurent aucun bénéfice immédiat.

Elle exige une capacité à penser au-delà de l'intérêt individuel.

Cette disposition devient plus difficile lorsque l'ensemble de la culture valorise principalement la satisfaction personnelle.

Le temps long contre l'immédiateté

La société de consommation privilégie l'immédiat.

Le désir doit être satisfait rapidement.

Les produits doivent être accessibles.

Les services instantanés.

Les réponses rapides.

La démocratie fonctionne selon un rythme différent.

Elle exige du temps.

Du débat.

De la délibération.

Des compromis.

Des procédures.

Cette différence produit une tension croissante.

Les citoyens habitués à l'immédiateté peuvent éprouver une frustration particulière face à la lenteur des mécanismes démocratiques.

Les institutions apparaissent inefficaces.

Trop prudentes.

Trop complexes.

Or cette lenteur constitue parfois la condition même de leur légitimité.

La privatisation des préoccupations

Une autre évolution mérite d'être soulignée.

Le citoyen se préoccupe de questions collectives.

Le consommateur se concentre prioritairement sur sa situation personnelle.

Bien entendu, aucun individu n'est exclusivement l'un ou l'autre.

Mais les équilibres culturels évoluent.

Lorsque les difficultés économiques s'intensifient, lorsque le temps disponible se réduit, lorsque l'incertitude grandit, il devient plus difficile de consacrer de l'énergie aux affaires publiques.

La sphère privée absorbe progressivement l'attention.

La citoyenneté recule.

Non par rejet de la politique.

Mais par épuisement.

L'individu isolé

Les démocraties modernes reposaient historiquement sur de nombreuses structures intermédiaires.

Associations.

Syndicats.

Partis.

Coopératives.

Mouvements d'éducation populaire.

Ces organisations formaient des espaces de socialisation politique.

Elles transformaient des individus isolés en acteurs collectifs.

Leur affaiblissement a des conséquences importantes.

L'individu se retrouve davantage seul face aux institutions.

Face aux médias.

Face aux marchés.

Face aux plateformes numériques.

Cette solitude renforce souvent le sentiment d'impuissance.

Car la citoyenneté est rarement une expérience purement individuelle.

Elle est une pratique collective.

Une démocratie de spectateurs

Nous retrouvons ici un thème récurrent de cet ouvrage.

Le citoyen contemporain participe souvent moins qu'il n'observe.

Il regarde la politique.

La commente.

La critique.

La consomme.

Comme il consomme des informations ou des divertissements.

Cette attitude n'est pas le résultat d'une défaillance morale.

Elle est le produit d'un environnement social particulier.

Tout encourage l'observation.

Peu favorise l'implication durable.

La politique devient alors un spectacle parmi d'autres.

Et les citoyens deviennent le public de leur propre démocratie.

Le retour du citoyen

Faut-il en conclure que la citoyenneté est condamnée ?

Rien ne permet de l'affirmer.

L'histoire montre au contraire une remarquable capacité des sociétés à réinventer leurs formes de participation.

Les périodes de crise produisent souvent de nouvelles formes d'engagement.

De nouvelles solidarités.

De nouvelles revendications démocratiques.

Partout où des individus s'organisent collectivement pour défendre une cause, débattre d'un problème ou transformer leur environnement, la citoyenneté réapparaît.

Elle ne disparaît jamais totalement.

Parce qu'elle répond à une dimension fondamentale de l'expérience humaine :

le désir de participer au monde que l'on habite.

La démocratie comme pratique

Peut-être avons-nous commis une erreur en réduisant la démocratie à un ensemble d'institutions.

Les institutions sont indispensables.

Mais elles ne suffisent pas.

La démocratie est aussi une pratique.

Une habitude.

Une culture.

Une manière d'être ensemble.

Elle vit dans les associations autant que dans les parlements.

Dans les débats locaux autant que dans les élections nationales.

Dans les mouvements sociaux autant que dans les constitutions.

Lorsqu'elle est réduite à une simple procédure électorale, elle s'affaiblit.

Lorsqu'elle devient une pratique quotidienne, elle se renforce.

Le dernier paradoxe

Nous pouvons désormais formuler le paradoxe ultime de cet ouvrage.

Les démocraties modernes n'ont jamais accordé autant de droits aux citoyens.

Et pourtant, beaucoup de citoyens se sentent éloignés du pouvoir.

Jamais l'expression individuelle n'a été aussi libre.

Et pourtant, l'impuissance politique est largement ressentie.

Jamais les moyens de communication n'ont été aussi développés.

Et pourtant, la distance entre gouvernants et gouvernés demeure profonde.

Ce paradoxe ne peut être résolu par une réforme institutionnelle unique.

Il renvoie à une question plus fondamentale.

Comment former des citoyens dans des sociétés qui les encouragent principalement à devenir des consommateurs ?

Dernières lignes

La démocratie n'est pas seulement menacée lorsque des pouvoirs autoritaires cherchent à la supprimer.

Elle est également fragilisée lorsque les citoyens cessent progressivement de la pratiquer.

Lorsqu'ils abandonnent la vie collective aux spécialistes.

Lorsqu'ils se contentent d'observer ce qu'ils pourraient contribuer à transformer.

Lorsqu'ils oublient que la politique n'est pas seulement l'affaire des gouvernants.

Mais aussi celle des gouvernés.

La souveraineté populaire n'est jamais définitivement acquise.

Elle n'existe que dans la mesure où des citoyens décident de l'exercer.

Voilà peut-être la leçon la plus simple et la plus difficile de toutes.

Le problème de la démocratie n'est pas seulement de savoir qui gouverne.

Il est de savoir si le peuple souhaite encore être citoyen.

"La démocratie commence lorsque les citoyens cessent de considérer le pouvoir comme une affaire étrangère."

Résumé de l'ouvrage

La République contre la démocratie ? est un essai de réflexion politique consacré aux transformations de la démocratie moderne et au sentiment croissant de dépossession ressenti par de nombreux citoyens dans les régimes représentatifs contemporains.

L'ouvrage part d'une idée centrale : la République et la démocratie sont souvent confondues alors qu'elles renvoient à deux réalités distinctes. La République désigne l'organisation institutionnelle du pouvoir, l'ensemble des structures chargées d'assurer la continuité de l'État, l'application de la loi et la gestion des affaires publiques. La démocratie, quant à elle, repose sur un principe différent : celui de la souveraineté populaire, c'est-à-dire la capacité du peuple à participer effectivement aux décisions qui orientent la vie collective.

À travers une analyse historique, philosophique et politique accessible au grand public, l'auteur montre comment les démocraties modernes se sont construites autour du principe de représentation. Il revient sur les origines du gouvernement représentatif, notamment lors des révolutions américaine et française, pour mettre en lumière une contradiction fondatrice : les institutions représentatives ont été conçues pour faire participer le peuple au pouvoir tout en limitant son intervention directe dans les décisions politiques.

L'essai explore ensuite les conséquences de cette évolution. Il examine la professionnalisation de la politique, la montée en puissance des administrations, le développement de la technocratie, le rôle croissant des experts dans l'élaboration des politiques publiques ainsi que l'influence des médias dans la formation de l'opinion. Il montre comment les institutions tendent progressivement à s'autonomiser et à fonctionner selon leurs propres logiques, parfois éloignées des attentes populaires.

L'auteur s'intéresse également aux transformations récentes des démocraties contemporaines. Il analyse l'impact des réseaux sociaux, qui ont multiplié les possibilités d'expression tout en créant une illusion de participation politique, ainsi que les effets de la mondialisation et de l'intégration supranationale qui déplacent une partie des centres de décision hors du cadre traditionnel de la souveraineté nationale. Cette évolution nourrit le sentiment que les citoyens votent de plus en plus loin de l'endroit où se prennent réellement les décisions qui influencent leur existence.

Au-delà des institutions, l'ouvrage interroge enfin une mutation culturelle plus profonde : le passage progressif du citoyen au consommateur. Dans des sociétés dominées par la logique du marché, l'individu est encouragé à exprimer ses préférences privées davantage qu'à participer à la construction du bien commun. Cette évolution contribue à transformer le rapport à la politique et fragilise les pratiques collectives qui faisaient vivre la citoyenneté.

Sans céder au pessimisme ni à la nostalgie, ce livre défend l'idée que la démocratie n'est jamais un acquis définitif. Elle ne se réduit ni aux élections ni aux institutions qui prétendent l'incarner. Elle demeure une exigence permanente de contrôle du pouvoir, de participation citoyenne et de remise en question des mécanismes de représentation.

À travers cette réflexion, l'auteur invite le lecteur à repenser une question aussi ancienne qu'actuelle :

Le peuple gouverne-t-il réellement, ou se contente-t-il de désigner ceux qui gouvernent à sa place ?

Cet ouvrage est une contribution au débat démocratique contemporain et une invitation à réfléchir aux conditions nécessaires pour que la souveraineté populaire demeure autre chose qu'un principe inscrit dans les constitutions.

Nous vivons en démocratie. Mais que signifie réellement cette affirmation ?

À force d'être répétée, une confusion s'est installée : celle qui consiste à identifier la République à la démocratie. Pourtant, l'une organise le pouvoir quand l'autre exige qu'il demeure sous le contrôle du peuple.

De la naissance du gouvernement représentatif aux réseaux sociaux, de la bureaucratie moderne à la technocratie, des médias à la mondialisation, cet essai propose une réflexion critique sur l'évolution des démocraties contemporaines.

Pourquoi les citoyens ont-ils le sentiment croissant que les décisions se prennent loin d'eux ?

Comment les institutions censées représenter le peuple peuvent-elles progressivement s'autonomiser ?

Les élections suffisent-elles à garantir la souveraineté populaire ?

Sans nostalgie ni simplification, ce livre explore les tensions permanentes entre représentation et participation, ordre institutionnel et volonté populaire.

Une invitation à repenser la démocratie au-delà des évidences.

Car la question fondamentale demeure : le peuple gouverne-t-il encore, ou se contente-t-il de désigner ceux qui gouvernent à sa place ?